

entrées  
**libres**

INTERVIEW D'ALDA GREOLI

« **Sur les rythmes scolaires,  
on a fait les choses à l'envers** »



DOSSIER UKRAINE

## Les enfants à l'école de l'exil

JOURNÉE D'ÉTUDE

**L'accompagnement sous toutes ses formes**

3

## ÉDITO

Tempêtes et éclaircies

4

## L'ACTU

Nos écoles à l'heure de l'accueil des jeunes Ukrainiens

6

## DOSSIER

De plus en plus d'inscrits à l'école de l'accueil

10

## INTERVIEW

Alda Greoli : « Pour les rythmes scolaires, on a fait les choses à l'envers »

14

## MÉMOIRE D'ÉCOLE

Collège technique Saint-Jean à Wavre, un siècle d'humanisme au service des métiers de l'industrie

16

## À L'ÉTUDE

L'accompagnement au centre des pré-occupations

17

## CAS D'ÉCOLE

Faire découvrir le patrimoine namurois aux plus petits

18

## CONFIDENCES

Emmanuel Dauvin : « L'école idéale ? Un lieu de vie où l'on forme, sur le terrain, des intellectuels »

20

## COULISSES

Benoit Preudhomme : « Je joue un rôle situé entre le prof, l'éducateur et le confident »

21

## CHRONIQUE

L'école du synode

22

## LIVRES

- Josef Schovanec : « Explorer la différence est l'activité la plus passionnante de l'existence »
- Mythologie d'hier à aujourd'hui
- Introduction à la Belgique fédérale
- Qu'est-ce que le racisme ?

24

## SERVICES

26

## OUTILS

Les journaux de classe pour les élèves du fondamental sont arrivés

28

## HUMOUR

Intercours, la BD de Jacques Louis



## L'actu

L'accueil des enfants ukrainiens

4



## Dossier

Les DASPA

6



## Interview

Alda Greoli

10

## entrées libres

Avril 2022 / N°168 / 16<sup>e</sup> année  
Périodique mensuel (sauf juillet et août)  
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.

[www.entrees-libres.be](http://www.entrees-libres.be)[redaction@entrees-libres.be](mailto:redaction@entrees-libres.be)

## Rédacteur en chef et éditeur responsable

Christian Carpentier (02 256 70 30)  
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

## Secrétaire de rédaction

Jean-François Lauwens

## Secrétariat et abonnements

02 256 70 30

## Création graphique

PAF!

## Mise en page et illustrations

Catherine Jouret

## Membres du comité de rédaction

Charline Cariaux	Frédéric Coché
Vinciane De Keyser	Alain Desmons
Luc De Wael	Hélène Genevois
Fabrice Glogowski	Gengoux Gomez
Pierre Henry	Oleg Lebedev
Anne Leblanc	Marie-Noëlle Lovenfosse
Luc Michiels	Christophe Mouraux
Anne-Marie Scohier	Guy Selderlagh
François Tollet	Marie Trogu
Gérald Vanbellinghen	Stéphane Vanoirbeck

## Publicité

02 256 70 30

## Impression

IPM Printing SA Ganshoren

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

# Édito

## Tempêtes et éclaircies



**N**otre époque semble parfois avoir quitté un horizon de stabilité et être entrée dans une ère de crises nouvelles, même si le lien entre celles-ci ne s'impose pas d'évidence. Épidémies, inondations et défi climatique, instabilité géopolitique et retour de la guerre en Europe, inflation galopante. Chacune de ces crises est la résultante d'un déséquilibre qui s'est installé, dans notre rapport à l'environnement, dans le rapport que les peuples entretiennent entre eux, dans notre manière de traiter les déséquilibres macro-économiques et financiers.

L'enseignement est au cœur de la société et n'est jamais à l'abri des mouvements du monde et le sentiment de nombre d'acteurs est d'être entrés dans un contexte de gestion de crise permanente. C'est en particulier le cas des directions d'établissements qui, depuis deux ans, ont dû tour à tour assurer l'organisation scolaire du possible à l'ère du coronavirus, s'apprêter à accueillir des élèves en provenance d'Ukraine, jongler avec des ressources limitées pour faire face à de nombreux besoins... et gérer un climat scolaire qui a pu parfois s'en ressentir. Les récentes assemblées générales organisées à l'initiative du collège des directeurs du fondamental et de la fédération des associations de directeurs du secondaire ont exprimé cette situation, ont rendu compte d'une forme de malaise collectif.

Les organisations syndicales elles-mêmes semblent chercher un nouveau chemin avec l'expression de revendications qui semblent sortir du champ de ce qui est aujourd'hui négociable en raison des coûts extrêmement élevés qui y sont associés : une réduction linéaire de la taille des classes, une revalorisation générale des barèmes, etc.

Parfois même, de mauvais procès peuvent être faits aux uns et aux autres, et notamment à l'égard de ceux qui exercent des responsabilités. Si personne n'est parfait, l'engagement sincère de la ministre dans l'exercice de sa fonction et sa réelle capacité d'écoute sont incontestables, même s'ils ne sont pas toujours (re)connus. Quand prendrons-nous la mesure de notre immense privilège de vivre dans une société réellement démocratique, où chaque décision peut faire l'objet de délibérations ouvertes, au Parlement ou dans les multiples cénacles qui existent à cet effet ? Une société où chaque décision peut être contestée, fût-ce auprès de la Cour constitutionnelle lorsque les droits les plus fondamentaux peuvent être insuffisamment garantis ?

Au cœur de ce « drôle de climat », on pourrait en oublier d'évoquer aussi quelques bonnes nouvelles : le retour à une vie « presque normale », un projet d'accord sectoriel avec une revalorisation annoncée de l'aide administrative et éducative bien nécessaire au fondamental, un arrêt historique relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement libre, la solidarité dont nombre d'entre nous font preuve pour accueillir des réfugiés dans de bonnes conditions. Des éclaircies au cœur des tempêtes, des raisons de croire que le vivre ensemble reste possible ! ■

**Étienne MICHEL**  
*Directeur général du SeGEC*  
Le 1<sup>er</sup> avril 2022

# Nos écoles à l'heure de l'accueil des jeunes Ukrainiens

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

D'après l'Unicef, un enfant ukrainien est devenu un réfugié chaque seconde depuis l'agression russe, le 24 février. Selon les derniers chiffres publiés avant les vacances de Pâques, 992 élèves ukrainiens sont inscrits dans les écoles francophones : 239 en maternelle, 483 en primaire, 143 en secondaire et 127 en Daspa (dispositif d'accueil et de scolarisation pour primo-arrivants). Avant un afflux bien plus important à la rentrée ?

La scolarisation de ces jeunes est fondamentale puisqu'il est impossible de prévoir la durée de cette crise. Si l'on prend en compte tant les aspects pédagogiques que juridiques ou administratifs, trois scénarios documentés ont été fournis aux écoles par le SeGEC dès le 9 mars : l'inscription des élèves dans un Daspa existant ou à créer en urgence dès que 8 primo-arrivants sont réunis (formule la mieux adaptée sur le plan administratif), l'inclusion en classe ordinaire (compliquée en raison de la langue) et la formule hybride, ce qui permet de ne pas cantonner les élèves dans un statut d'élèves libres.

La plupart des écoles ont été sollicitées par des parents accueillant des réfugiés. À l'Institut Saint-André à Ixelles, ils ont rapidement été 13 en secondaire et 5 dans le fondamental. « Une maman du secondaire est venue nous demander si nous pouvions lui communiquer les coordonnées d'un prof pour aider les enfants des familles qu'elle accueillait », disent les directrices Anne-Sophie Lejeune (secondaire) et Florence Casse (primaires 3-6). « On s'est dit : on va faire mieux que cela, on va les accueillir dans nos classes. Quand on présente à nos élèves des enfants qui, 5 jours avant, étaient sous les bombes et ont tout perdu, cela leur remet les idées en place. Mieux : des élèves qui étaient très renfermés sont transformés, souriants, soucieux d'aider leurs camarades. »

## « Une chance »

Xavier Cambron, directeur des humanités au Collège Cardinal Mercier à Braine-l'Alleud, ne dit rien d'autre : « C'est une chance pour tout le monde, pour nos élèves et nos écoles aussi. C'est une découverte citoyenne, culturelle, sociale, solidaire, en conditions réelles. » Les demandes sont quotidiennes car les communes alentour se sont for-

tement mobilisées pour l'accueil de réfugiés. « Pour moi, il est nécessaire de les accueillir individuellement. Ils me racontent leur histoire, je ne transmets à leur professeur que ce qu'ils veulent bien. Je ne veux pas faire d'admission générale mais pouvoir les réorienter en fonction de leur âge, de leurs affinités pédagogiques. »

Rien de tout cela dans les écoles habituées à gérer des Daspa. « Cela fait trois ans qu'on se débrouille comme on peut avec le pachto et le dari pour nos Afghans. Si l'on avait eu les mêmes ressources que pour les Ukrainiens, cela nous aurait aidés ! », regrette Samuel Losange, directeur de l'Institut Notre-Dame à Chimay. À l'Institut technique Cardinal Mercier de Schaerbeek, l'arrivée de 6 Ukrainiens a seulement provoqué la création d'une 6<sup>e</sup> classe Daspa. À l'école fondamentale La Sagesse, à Saint-Josse, Nikita, 12 ans, a, sans bruit, pris place dans la classe Daspa de Muriel Geerts. « C'est la vie du Daspa », dit-elle. « Voir arriver - et éventuellement repartir - en cours d'année un primo-arrivant, c'est notre quotidien. Leur nationalité ne change rien pour nous, notre priorité est de les sécuriser dans une classe. » ■



À l'Institut Saint-André à Ixelles ©DR



Katja et Anna ©DR

## « Cette **bienveillance** devrait être identique pour chacun »

« À mots couverts, Fedasil nous a laissé comprendre qu'il fallait « faire de la place » pour les Ukrainiens et que les Afghans se retrouveraient désormais en général devant un avis négatif », regrette cette directrice d'école avec Daspa. Au Centre PMS libre de Saint-Gilles, Stéphanie Tornieri, directrice, Geneviève Potmans, assistante sociale, et Julia Delmotte, psychologue, observent des conditions particulièrement favorables pour les réfugiés Ukrainiens en comparaison des autres. Ces différences pourraient générer des conflits mais elles risquent surtout de renforcer les conséquences négatives d'un accueil trop souvent négligé pour d'autres enfants réfugiés.

« Les témoignages qui nous remontent du terrain sont trop anecdotiques pour constituer une généralité mais ils existent », dit la première. « Les enfants afghans ou syriens peuvent avoir l'impression que l'on fait tout pour les Ukrainiens alors que leur arrivée n'a suscité que méfiance et désintérêt. Ces enfants-là ressentent les choses comme si eux n'étaient pas dignes de cet accueil. L'élan de solidarité observé aujourd'hui est formidable, mais cela devrait être la même chose pour chacun. Nous travaillons avec des enfants syriens, afghans, africains qui ont, si pas le même profil, en tous cas les mêmes besoins et enjeux, et qui, eux, ne bénéficient pas de cette bienveillance politique et médiatique. Ils souffrent du regard que l'on porte sur eux alors que ce regard, s'il est positif et bienveillant, contribue à restaurer le sentiment de sécurité et la confiance en soi nécessaire pour grandir, apprendre et ainsi favoriser l'intégration. »

Le collectif est aussi un moteur central et un support essentiel de l'accueil et il y a là un espace de travail intéressant à investir tant pour l'école que pour les centres PMS. « Notre boulot, c'est principalement de créer du lien, de la confiance, de réduire la distance entre l'école et les familles, pour favoriser la compréhension mutuelle », poursuivent-elles. « Malheureusement, ce qu'on observe sur le terrain c'est que les enseignants sont, tout comme nous, dans une situation impossible. On ne leur donne pas les moyens pour relever ces défis, cela génère de l'impuissance et parfois l'étiquetage et la disqualification des enfants. On est dans un modèle scolaire qui reste adressé à un public normé, issu de la classe moyenne. » ■

La chapelle de Saint-Roch déborde de dons. ©DR



## À Ferrières, l'internat de Saint-Roch a retrouvé sa **vocation première**

« Combien de temps pouvons-nous rester ici ? », demande Khushboo. La trentaine, elle est gynécologue. Depuis quelques semaines, avec son frère, sa sœur et leurs parents âgés, elle fait partie de ces 20 Ukrainiens qu'abrite le Collège Saint-Roch à Ferrières, aux confins des provinces de Liège et de Luxembourg. La réponse de Benoît Dardenne, le directeur, fuse : « Un jour, un mois, un an, comme vous voulez. » Le directeur de l'ancien petit séminaire se multiplie entre la commune, Fedasil, le CPAS pour les revenus d'insertion et la Croix-Rouge. Dans ce couloir-ci, c'est Katja, 33 ans, son bébé Anna dans les bras, qui lui tend son téléphone pour qu'il puisse lire ses questions via Google Translate.

« Je voyais les files de réfugiés à la frontière polonaise et cela me bouleversait. J'ai appelé le président de mon PO qui m'a demandé : 'Tu penses à la même chose que moi ?' », raconte Benoît Dardenne. Fermé depuis 2000, l'internat de l'abbaye de Bernardfagne (206 lits) continue, entre scouts et cours de langues du Ceran, d'être occupé durant les congés. « J'ai fait part à Fedasil de notre disponibilité. Le lendemain, ils nous rappelaient en nous demandant si nous étions d'accord d'accueillir 17 personnes avec réponse à donner dans la demi-heure. La mobilisation a été immédiate. Quatre enseignants sont allés les chercher en voiture au centre Fedasil de Molenbeek, une vingtaine d'élèves sont allés préparer les chambres, et notre chapelle s'est transformée en magasin de jouets vu le nombre de dons reçus. »

Un noyau dur s'est formé avec le bras droit du directeur, Damien Vanguestaine, et les éducatrices, Frédérique Rousseaux et Aline Benoît. Natacha Petitjean, elle, gère toute la logistique (cuisine, entretien) : « J'avoue qu'au début, je n'étais pas partante parce que j'imaginai la somme de choses à faire, mais j'ai fini par dire oui pour faire plaisir au directeur. Tout se passe bien, ils mangent aux repas chauds le midi et on prépare des buffets pour le matin et le soir. On va aussi organiser les Pâques orthodoxes. Ils sont charmants et remercient tout le temps en rendant service : une dame qui est couturière a même réparé le pantalon déchiré d'un élève (rires). »

L'accueil des réfugiés dans la commune se fait en bonne intelligence. Le CPAS livre les repas durant les congés et les week-ends. Le Collège ne disposant ni d'école primaire, ni de Daspa ni d'autocar, c'est l'école officielle de Ferrières, la plus proche, qui accueille les enfants résidents de Saint-Roch, tous âgés de moins de 12 ans. « Saint-Roch est le saint invoqué contre la peste, conclut Benoît Dardenne. Il y a 80 ans, il a caché des Juifs et des résistants. Nous continuons à notre façon de lutter contre la peste. » ■



©DR

# De plus en plus d'inscrits à l'école de l'accueil

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

En 20 ans, le Daspa - Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés - n'a cessé, malgré des moyens limités, de démontrer sa nécessité au fil des crises migratoires, avec un nombre d'élèves qui a doublé en 10 ans. Encouragé pour les Ukrainiens arrivant en Communauté française, le Daspa est d'abord une expérience grandeur nature de la diversité.

Ce n'est sans doute qu'un début au vu des crises géopolitiques ravivées et des migrations climatiques à venir. Depuis 2001 et la création des classes-passerelles, les vagues migratoires successives n'ont cessé de donner de la pertinence à ce qui est, entre-temps, devenu le Daspa. Le dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants était proposé à la rentrée dans 30 écoles catholiques fondamentales (19 à Bruxelles, 11 en Wallonie) et 34 secondaires (9 à Bruxelles, 25 en Wallonie).

« Il y a 20 ans, la procédure prenait vraiment beaucoup de temps, tant pour la création d'un Daspa que pour son augmentation en cours d'année, qui, avant même de l'être en vue de l'arrivée des réfugiés ukrainiens, ont été simplifiées dans le décret de 2019 », expliquent Laurent Gruson, secrétaire général adjoint de la FédEFoC (Fédération de l'enseignement fondamental), et Christophe Mouraux, directeur de la FoCEF (Formation continue des enseignants du fondamental).

Aujourd'hui, un Daspa peut s'ouvrir dès 8 élèves et chaque école peut le demander. La Fédération Wallonie-Bruxelles a promis une accélération des procédures pour l'arrivée de réfugiés ukrainiens. Comme à chaque fois, le Daspa s'adapte. Sandrine Di Tullio, conseillère pédagogique à la FESec (Fédération de l'enseignement secondaire catholique), rappelle : « Au début, on avait des allophones scolarisés mais, au fil des vagues géopolitiques successives, on a eu de plus de plus de jeunes analphabètes qui n'étaient jamais allés à l'école, venant d'Afghanistan, de Syrie, de Somalie ou d'Erythrée. Les Ukrainiens, bien scolarisés, présentent, eux, plus un profil d'échanges internationaux que de Daspa. Le public change vite. Et les réalités des Daspa sont également très différentes selon les régions. » Si, à Bruxelles, ils reposent sur les migrations familiales, leur public peut, dans des zones semi-rurales, être composé surtout de jeunes réfugiés hébergés dans des centres pour MENA (mineurs étrangers non-accompagnés) jusqu'à leurs 18 ans.

Les établissements jouissent d'une assez grande latitude pédagogique pour mettre en place la formule qui leur convient le mieux. Mais l'objectif reste le même pour tous depuis le décret de 2019, celui d'une intégration progressive dans une classe ordinaire. Après 10 mois, l'élève doit intégrer au minimum 6 périodes par semaine au sein de sa classe d'âge ou de l'année d'études envisagée. Après 12 mois, c'est 12 périodes, 18 après 18 mois. « La vision a évolué, dit Sandrine Di Tullio : jusque-là, il y avait un côté 'flot' à l'intérieur de l'école, une évolution en vase clos. Avec l'immersion, on ouvre les portes et cela peut faire peur, notamment aux enseignants des classes ordinaires. »

Plus que jamais, l'accueil est la raison d'être première de ce dispositif. Comme le dit une des enseignantes en Daspa interrogées ci-après : « Ce n'est que quand un enfant a les pieds bien ancrés au sol qu'il commence à apprendre. » ■



Institut Cardinal Mercier à Schaerbeek

### « Cela fait partie de la **richesse de l'école** »

87 élèves répartis en 6 classes, soit 10% de la population scolaire. Au cœur de ce quartier populaire de Schaerbeek où trois quarts des élèves ne sont pas francophones de naissance, l'Institut technique Cardinal Mercier (qui n'est pas que technique...) présente un des plus « gros » Daspa de la Région bruxelloise. « *Au début, c'était, comme toujours, un peu compliqué, c'était vu comme un frein par les autres enseignants. Désormais, cela fait vraiment partie de l'identité et de la richesse de l'école. Ce n'est plus quelque chose de secondaire mais de central. Ici, les élèves se sentent bien et cela se voit !* », se réjouit la coordinatrice du Daspa, Marie-Ange Veyckemans.

Comme souvent à Bruxelles, ville la plus cosmopolite d'Europe, l'école se retrouve face à une diversité exceptionnelle (mais précarisée) de publics et d'origines : « *Ici, nous n'avons certes pas de centre pour MENA, mais des jeunes en famille. Cela peut être du regroupement familial mais aussi des gens qui voyagent en famille ou qui dorment dans la rue ou, au mieux, au Samusocial. Concernant les origines, nous avons des Chinois, des Brésiliens, des Indonésiens, des Péruviens, des Pakistanais, des Ukrainiens, des Indiens, des Erythréens, des Slovaques, des Kosovars, des Somaliens, des Colombiens, des Albanais, des Syriens, des Bulgares turcophones... Cela permet d'éviter l'homogénéité des classes, ce que personne ne souhaite, y compris les élèves : même si c'est plus facile, ils savent qu'ils n'apprennent rien s'ils parlent la même langue entre eux.* »

L'école a opté pour une « transition douce » au moment du passage en classe 'normale' : « *Ici on pratique l'immersion, des horaires mixtes. Le passage en classe ordinaire est difficile car, en Daspa, on se voit progresser et, d'un coup, cela devient beaucoup plus dur. Au début, ils suivent les cours 'normaux' en maths, sciences ou anglais. Leur présence en classe se fait au bénéfice de tout le monde. Au moment du passage en classe 'normale', le principal déficit est lexical mais revoir le vocabulaire français profite à tous.* » ■

École La Sagesse-Philomène à Saint-Josse

### « Notre objectif est que **chacun réussisse le CEB** »



Saint-Josse est la commune la plus pauvre et affichant la plus grande densité de population du pays. Si, dans le quartier, certaines écoles sont quasiment entièrement fréquentées par des Turcs d'origine, l'école primaire La Sagesse-Philomène présente une grande diversité : 52 nationalités pour 500 élèves.

Le tout dans un contexte social particulièrement difficile. « *On a de plus en plus d'enfants qui n'ont jamais été scolarisés, spécialement des Turcs de Bulgarie, des gens très pauvres, analphabètes, qui vivaient en haute montagne. Nous avons des enfants qui dorment dans la rue et*

Suite en page 8 →

← Suite de la page 7

*prennent une douche une fois par semaine, des Roms ou des Doms (ndlr : Roms de Syrie) vivant de la mendicité. On fait des colis alimentaires pour certains parents, on donne des tartines et des collations à une trentaine d'enfants chaque jour. Pour la première fois, une collecte était destinée aux... enfants les plus pauvres de l'école. Mais comme le disent mes collègues : nous savons pourquoi nous nous levons chaque matin », résume la directrice, Marianne Dierick.*

Derrière ce constat, l'établissement refuse pourtant la fatalité. Son Daspa (20 enfants) se veut ambitieux et vecteur de réussite. « *Notre objectif, c'est que chacun de nos primo-arrivants obtienne le CEB. Nous voulons les voir évoluer. Le Centre PMS fait un test non verbal : si l'enfant a les capacités intellectuelles, on continue. Notre but, c'est la réussite, même avec 1 ou 2 ans de retard. Trois filles viennent de quitter le Daspa pour aller en 6<sup>e</sup> primaire : quand on leur annonce la décision, elles le vivent comme une réussite, une récompense. Elles ont beaucoup travaillé pour cela, sans doute parce que leurs parents les ont motivées à l'idée de commencer une nouvelle vie. Et cela booste les autres de la classe », disent Marianne Dierick et Murielle Geerts, titulaire de la classe Daspa depuis 2001.*

Pour arriver à ce résultat, l'école a choisi le système d'une classe unique. Muriel Geerts l'explique : « *L'immersion n'était pas à nos yeux une bonne solution, car on sort les élèves de la classe pour les emmener en Daspa. Les enfants reviennent en classe comme un cheveu dans la soupe, les profs sont embêtés. En ayant leur propre classe, ils ne sont plus des pièces rapportées. Surtout, ils se sentent sécurisés dans leur classe, je suis leur phare. Or, un enfant ne commence à apprendre que quand il a bien les pieds au sol. Et puis, moi aussi, je voulais avoir ma classe et ne pas devoir, comme cela peut arriver ailleurs, donner cours dans le couloir. J'ai donné cours dans toutes les années du primaire : je pense qu'il faut des gens qui ont de la bouteille, parce qu'il faut connaître les exigences de chaque année. » ■*



Centre d'enseignement S2J à Liège

## « On ne s'imagine pas que cet enfant vient d'un Daspa »

Créé en 2019 au Centre d'enseignement libre S2J (Saint-Sépulcre-Saint-Joseph-Sainte-Julienne), ce jeune Daspa est le fruit d'une demande née de l'ouverture d'un centre de la Croix-Rouge à Rocourt. Aujourd'hui, l'école travaille aussi avec les centres liégeois de Fedasil, Caritas et G4S Care.

Valérie Piette, coordinatrice, et Antonia Hicter, directrice, détaillent : « *Au départ, tous les élèves étaient répartis en trois classes selon leur niveau de français, peu importait leur âge, mais c'était très compliqué. Aujourd'hui, on a quatre classes : deux pour les 12-15 ans et deux pour les 16-18, l'objectif étant de passer en cours d'année de A1 (ndlr : appellation qui ne correspond pas aux niveaux CECR homonymes) en B1 pour les plus petits, de A2 en B2 pour les plus grands. Quatre conseils de classe ont lieu par an pour ce faire. C'est une équipe réduite. Mais ce sont bien des classes à part entière : ils ont besoin de cela, de dire 'C'est ma classe', d'être en sécurité. Et puis, c'est beaucoup moins stigmatisant que d'être 'le groupe Daspa'. La transition se fait plus en douceur, y compris avec les enseignants des classes 'normales'. Le plus agréable, c'est d'entendre ces profs dire 'On ne s'imagine pas que cet élève vient du Daspa'. Pour nous c'est la preuve de la réussite. »*

Maité Boulangé, éducatrice, est partie prenante pour assurer les relations avec les centres et les familles. « *En gros, 70% de nos élèves sont des MENA hébergés dans les centres de la région, beaucoup d'Afghans et de Syriens au départ, aussi des Somaliens, des Dominicains, des Erythréens. Je travaille principalement l'aspect sécurisant, maternant. La vie en centre est dure. Alors, souvent, ils se sentent bien ici, l'école est leur famille. Au centre, ils doivent subir les entretiens, les avocats, la police, les tests osseux pour définir leur âge et voir si on peut les expulser. Tout cela les fait souvent dormir en classe, sans compter les fois où ils ne rentrent pas au centre. S'ils ont un refus, ils disparaissent dans la nature. Pour nous, cela reste un échec même si nous ne maîtrisons pas ces paramètres. »*

L'intégration dans les classes 'normales' ne se passe pas nécessairement dans l'école. « *On part de leurs choix », disent nos trois interlocutrices. « Ici, nous sommes dans le général mais, par exemple, beaucoup d'entre eux veulent se spécialiser en mécanique. Nous travaillons alors avec d'autres écoles ou le CEFA. Clairement, ici, nos journées ne s'arrêtent pas à 16 heures. On leur téléphone après leur journée de stage pour prendre des nouvelles. Quand ils sont là-bas, ils nous envoient par exemple des photos de leurs réalisations. Cela signifie qu'ils se disent : 'Il y a quelqu'un pour qui ça compte !' » Et c'est sans doute le plus important. ■*



©DR

Centre d'enseignement Saint-Joseph à Chimay

## « On travaille l'inclusion, pas l'intégration »

« *Le Daspa est un véritable laboratoire de l'inclusion : on travaille l'inclusion, pas l'intégration* », s'enthousiasment Aurélie Dupont, coordinatrice Daspa, et Samuel Losange, directeur de l'Institut Notre-Dame. Cet établissement technique est situé sur le même site que le Collège Saint-Joseph, ce qui présente l'avantage de pouvoir orienter les jeunes tant vers le qualifiant que vers l'ordinaire.

Depuis Pâques, les 37 élèves inscrits dans les trois classes Daspa sont rejoints par 10 autres, 9 Afghans et 1 Ukrainien arrivé avant la guerre. Voici quatre ans, les écoles du Centre Saint-Joseph à Chimay n'avaient pourtant jamais entendu parler de Daspa. « *Un jour de 2018, j'ai reçu un coup de fil d'un éducateur du centre Fedasil à Couvin. Le centre scolarisait ses jeunes à l'athénée de Florennes mais cela se passait assez mal. Ils avaient fait le tour des écoles de Couvin mais personne ne voulait ouvrir de Daspa. Nous avons foncé et nous sommes ravis du résultat. Nous sommes dans une zone rurale où il n'y a quasiment pas d'étrangers. D'un coup, le monde débarquait à l'école, cela bouscule les choses* », raconte Samuel Losange.

Très multiculturel à son origine, le Daspa est aujourd'hui fréquenté à près de 90% par des Afghans. « *Nous avons été un peu naïfs mais nous avons appris des pièges. D'abord, nous avons voulu gérer les choses avec rondeur puis nous avons compris qu'il fallait ramener un cadre, pour sécuriser tout le monde. Les Afghans, par exemple, viennent d'une culture clanique, de l'agriculture pastorale, ils ne sont jamais allés à l'école, ne sont jamais restés assis en classe. C'est pourquoi nous commençons par présenter les règles. L'autre erreur, c'est qu'en tant qu'enseignants, nous avons voulu les combler sur le plan pédagogique, les considérer comme des élèves 'normaux', or ce n'est pas le cas, ils sont traumatisés. On a un fort taux d'absentéisme. Quand ils ne viennent pas, cela peut être parce que leur village a été attaqué et nous l'ignorons, il faut l'accepter. Nous le savons désormais : avant le pédagogique, c'est l'accueil qui compte !* »

### Besoins spécifiques

La philosophie d'Aurélie Dupont tient en une formule : « *lâcher prise* ». Lâcher prise par rapport à tous ces éléments externes, par rapport à

une certaine vision de l'école, « *par rapport à la finalité des études* », renchérit Samuel Losange : « *Oui, on veut les diplômés s'ils le méritent. Quand vous allez au garage, vous voulez un bon mécanicien ou un mécanicien qui parle bien français ? Celui qui vient d'Afghanistan et fait 2h et demie de bus par jour pour suivre les cours de mécanique en 7<sup>e</sup> professionnelle a-t-il moins de mérite que celui qui fait maths fortes dans le même bâtiment ?* »

Même s'il est difficile d'« exporter » le Daspa vers le reste de l'école au moment de l'inclusion dans les classes 'normales', l'apport est énorme. « *En fait, dit notre duo chimacien, nous avons repris cette philosophie du Daspa, qui place l'accueil avant le travail scolaire, pour nos 3<sup>es</sup> professionnelles : à part qu'ils parlent français, ce sont aussi des gamins bousillés par l'éclatement des familles, les violences, les addictions. Le point commun, c'est que tous ont des besoins spécifiques. Et demain, ce sera encore plus vrai quand nous incluons des élèves de l'enseignement spécialisé dans le cadre de la réforme des pôles territoriaux. Autant prendre une longueur d'avance.* » ■

# Rythmes scolaires :

## « On a fait les choses à l'envers »

GÉRALD VANBELLINGEN ET CHRISTIAN CARPENTIER

Réforme des rythmes scolaires, grogne des enseignants, accords de la Saint Boniface, fusion UCL-Saint Louis, décret paysage et, bien sûr, mue du cdH en « Les Engagés » avec des questions sur le réseau unique ou la suppression du cours de religion... Alda Greoli, cheffe de groupe Les Engagés au Parlement de la Communauté française, évoque à son tour avec nous les dossiers chauds dans l'enseignement. Et clarifie certaines positions nouvelles de son parti...

### Fallait-il modifier les rythmes scolaires ?

« C'est une excellente réforme, nécessaire depuis des années. Notre groupe a néanmoins voté contre - Marie-Martine Schyns et moi nous étant abstenues - en raison de son rythme de mise en application. La Fondation Roi Baudouin avait pointé la nécessité d'une réforme dans tout le pays en même temps et qu'il y ait deux ans entre la décision et sa mise en application. Ce qui n'est pas le cas. En outre, nous avons pointé dès le début les nombreuses difficultés pour les familles, pour les mouvements de jeunesse, pour tous ceux qui ont des enfants dans deux types d'enseignement. Nous regrettons que la ministre Désir (PS, Éducation) et le gouvernement n'aient pas entendu notre proposition de reporter d'un an non pas le vote, mais sa mise en application. »

### Au risque de faire traîner cette réforme encore un peu plus ?

« Non, car la réforme aurait été votée. On ne demandait pas qu'elle soit remise aux calendes grecques, mais de lui laisser le temps nécessaire. Le jour de ce vote, on a par exemple également approuvé le dossier d'accompagnement de l'élève, avec une mise en application un an plus tard. On peut également parler de la réforme de la formation initiale des enseignants, qui a été votée et remise deux fois. »

### Fallait-il attendre l'accord de la Flandre, au risque qu'elle le refuse ?

« On a fait les choses à l'envers. Plutôt que d'aller chercher un accord d'ensemble puis de faire avancer les dossiers dans chaque communauté, on a voulu être 'avant la Flandre' ! La majorité s'en est d'ailleurs félicitée. L'une des mal gouvernances de notre pays, c'est justement ça : que tout le monde essaie de prouver qu'il est meilleur que celui d'à côté ! Alors que ce qui compte, c'est d'être cohérent. Au lieu de passer tant de temps à trouver en quoi nous serions différents, essayons plutôt de trouver en quoi nous pouvons continuer à cheminer ensemble. Mais, au-delà de la Flandre, cette réforme entraîne de nombreux problèmes pour un certain nombre de familles... »

Sur 900.000 élèves, il y en aurait entre 45.000 et 85.000 pour qui ça poserait problème...

« C'est dommage de ramener à des statistiques quelque chose qui pose problème de manière beaucoup plus globale. Car il y a aussi tous les jeunes du supérieur qui sont engagés dans des mouvements de jeunesse et pour qui les formations seront impossibles, ou les familles qui vont devoir chercher des stages et des camps pendant les vacances de Toussaint et de Carnaval alors qu'il n'y aura

pas de congés communs. Les ministres Glatigny (MR, Enseignement supérieur) et Linard (Écolo, Enfance) n'ont pas emboîté le pas de leur collègue Caroline Désir pour trouver des solutions au sein du supérieur ou de l'accueil de la petite enfance. Cela va poser problème. »

Ce sera la première fois que l'enseignement va autant différer entre Flamands et francophones. Est-ce un premier pas vers une régionalisation ?

« Ce dossier montre, au contraire, que la régionalisation de l'enseignement serait une idiotie et qu'il y a des limites à ne pas franchir ! Il n'a pas été possible de négocier avec la Flandre soit pour des raisons de coqs sur un tas de fumier, soit de concertation obligatoire. Imaginez un peu ce que cela aurait donné si l'enseignement avait été régionalisé ! Je suis certaine qu'on nous aurait expliqué pourquoi il fallait un rythme particulier en Wallonie, un autre en Flandre et un autre encore à Bruxelles ! »

Cela ne permettrait-il pas d'adapter l'enseignement au marché de l'emploi, qui diffère entre la Flandre et la Wallonie ?...

« Le problème, c'est la temporalité. Pensez-vous que le métier d'enseignant était en pénurie il y a 10 ans ? Non. Alors qu'aujourd'hui, c'est le cas. À la place, il doit y avoir une réflexion sur la place de la formation continuée, du retour sur les bancs tout au long d'une carrière. On pense trop les choses d'une manière linéaire : on est formé et puis on fait des petites formations supplémentaires liées à notre métier. Sans laisser la place à des formations plus complètes ni à la réorientation. » ■

## « Une réforme barémique en créant un statut intermédiaire »

Après deux manifs, les enseignants se mobiliseront à nouveau à Liège le 5 mai. Ils demandent notamment une revalorisation financière, une réduction de la taille des classes, une diminution de la charge de travail ou encore l'abandon du projet d'évaluation.

Que soutenez-vous dans ces revendications ?

« L'évaluation, c'est une reconnaissance des compétences et du droit à des formations. Si j'étais enseignante, je serais très heureuse d'avoir un retour sur mes pratiques, sur ma collaboration dans une équipe, de pouvoir m'exprimer vis-à-vis du PO ou de la direction quant à mes besoins, mes attentes, etc. C'est une évolution positive et une plus-value réelle dans la reconnaissance du métier d'enseignant. Pour le reste, la situation étant très différente entre niveaux, certaines revendications – comme la revalorisation salariale – m'apparaissent plus légitimes pour le fondamental. »

La Communauté française a-t-elle budgétairement les moyens d'y faire face ?

« Il faut négocier cet accord sectoriel dans la perspective des négociations qui auront lieu dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, qui devra s'accompagner d'une réforme barémique. Avec, à mon sens, la création d'un nouveau barème situé entre le 301 et le 501. Il faudra que la Communauté trouve les moyens. Il faut prendre en compte le financement de l'enseignement dans sa globalité, cela fera partie des négociations importantes des prochaines années. »

La dette s'emballé, en Communauté française. Faut-il craindre une période d'austérité après les élections de 2024 ?

« Elle s'emballé aussi en Région wallonne ! Il y a une rigueur financière à espérer dans tous les gouvernements. Certains dirigeants se comportent comme si on pouvait faire fonctionner la planche à billets en Wallonie, alors qu'en Communauté française ce serait un gros problème. J'ai plus envie de dénoncer le gaspillage en Région wallonne ou bruxelloise. À la Communauté, 85% des dépenses sont du personnel. Et je ne vois pas où du personnel serait en trop... » ■



## « Le MR a accepté de payer la facture la plus élevée que je n'ai jamais vue pour la fusion UCL-St-Louis »



La réforme du décret paysage entrera en vigueur en septembre. Satisfaite ?

« Non, pas du tout ! Ce n'est pas une réforme du décret paysage mais une réforme du parcours de l'étudiant. Il y avait plein de bonnes intentions chez la ministre Glatigny (MR, Enseignement Supérieur). Mais au terme des négociations avec ses partenaires du PS et d'Ecolo, cette réforme se résume juste à celle du parcours de l'étudiant. Avec quelques avancées, notamment cette attention particulière à la réussite en première. Mais sans réflexion profonde sur les années propédeutiques. »

Que manque-t-il dans cette réforme ?

« Il n'y a rien sur la simplification administrative, rien sur la liberté d'enseignement, rien sur l'évaluation de l'ARES, rien sur l'évaluation des pôles, rien sur un certain nombre d'équilibres à l'intérieur de l'organisation des universités et hautes écoles... Et la ministre n'a pas non plus amené la liberté totale d'association... Tout ça viendra dans

Suite en page 12 →

← Suite de la page 11

une seconde réforme de l'enseignement supérieur qu'elle a accepté de concéder contre la fusion de l'UCL et de Saint-Louis. Mais tout ce qui est au menu de la concession de la fusion, nous l'avions refusé ! Nous avons toujours dit que la liberté d'association était fondamentale et constitutionnelle, et que rien ne pouvait empêcher cette fusion. Mais le partenaire socialiste a toujours voulu faire payer les choses. Et le MR a accepté de payer la facture la plus élevée que je n'ai jamais vue pour cette fusion ! »

### En quoi est-elle si élevée ?

« On nous annonce une réforme du financement des universités en fonction des indices socio-économiques des étudiants. Un renforcement du rôle des pôles de l'enseignement là où il aurait fallu les évaluer. Une université de référence par pôle, ce qui veut dire que certains préparent la régionalisation des universités et que d'autres espèrent qu'elles vont régner seules en maître. Des révisions des habilitations qui vont sans doute être au profit d'une seule université. Une réforme du financement des



bâtiments universitaires alors que c'était le seul niveau de pouvoir où il y avait une égalité de traitement... Bref, on nous annonce plein de choses et je crains que ce ne soit tout ou rien. Si le MR accepte toutes les exigences du PS, je me demande si ce ne sont pas les recteurs des universités eux-mêmes qui vont s'opposer à la fusion ! Car le prix à payer ne sera pas un prix acceptable ! »

### Êtes-vous opposée à cette fusion ?

« Nous avons déposé un décret au Parlement qui vise à ce qu'elle se réalise, mais en toute liberté. Ce qui rétablit donc la liberté d'association dans le décret paysage. Si la ministre dépose un décret de fusion moins libre que le nôtre, il est évident que nous remettrons notre texte sur la table ! Nous y tenons à cette fusion, nous nous sommes battus pour y arriver. Et nous continuerons à nous battre, comme nous nous battons toujours pour la liberté d'association. Il n'y a pas de raison qu'il y ait une contrepartie. La liberté d'association est un droit constitutionnel ! » ■

## « J'ai toujours été engagée »

« Je suis une fille de tous les réseaux », plante d'emblée Alda Greoli quand on l'interroge sur sa scolarité. En rappelant ses primaires à l'école Roi Baudouin de Spa puis à l'école de l'État au Congo, suivies par des secondaires partagées entre Saint-Michel à Neufchâteau et l'athénée de Spa, « où je suivais le cours de religion catholique », ajoute-t-elle sourire en coin. Le tout ponctué par des études supérieures en informatique à Saint-Laurent, à Liège. Ce qu'elle en retire ? « Une ouverture d'esprit et une absence de dogmes, de certitudes sur la détention de la vérité. Un démenti, aussi, aux caricatures ridicules dont on affuble les défenseurs de l'enseignement catholique comme moi, et une mise à mal des images reçues sur les différents types d'accompagnement et le soi-disant élitisme. Mes 3 fils ont été dans des écoles catholiques. Ils y ont bénéficié d'un accompagnement de l'élève bien plus important que dans l'officiel, où certains professeurs vous faisaient comprendre que si on ne suivait pas, il suffisait d'aller ailleurs... »

« J'adorais le français et les maths, au point de suivre 9 heures de maths par semaine, plus 3 le mercredi après-midi pour le plaisir. J'ai toujours considéré ce cours proche de la philosophie. Et j'ai toujours adoré la littérature et les débats du cours de français. » Avec pour suite logique un engagement politique ? « Je n'ai jamais voulu en faire ! », rétorque-t-elle tout de go. « Mais j'ai toujours été engagée. À 14 ans, avec des copines, on avait créé un accueil extrascolaire à Spa le mercredi après-midi, avec des chants, des danses... »



Puis j'ai créé une école des devoirs, une bibliothèque des rues, avant de devenir conseillère communale, dans l'opposition. Jusqu'à ce que Philippe Maystadt me propose de devenir secrétaire générale du PSC, en charge du lien avec l'associatif et surtout - ma bible - la charte de l'associatif, qui reconnaît son apport dans la construction de la société... »

Cette passionnée de culture bifurquera par la suite vers les mutualités chrétiennes, avant d'intégrer des cabinets et de succéder à Maxime Prévot dans un passage remarqué comme vice-présidente des gouvernements wallon et francophone, sous la précédente législature. Aujourd'hui cheffe de groupe des Engagés au Parlement de la Communauté française, elle ambitionne de décrocher le maïorot de Spa en 2024. Un retour aux sources, dans tous les sens du terme... ■

## « Organiser l'enseignement sur le modèle libre ne signifie pas un seul réseau »

Un arrêt de la Cour constitutionnelle laisse au gouvernement jusqu'à la fin de cette année pour garantir à l'enseignement libre 75% des moyens dont dispose WBE, contre aux alentours de 50% actuellement.

Comment y arriver ? En augmentant les moyens du libre ou en diminuant ceux de WBE ? Ou via la création d'un réseau unique ?

« Nous sommes pour un seul modèle d'organisation de l'école à l'image du libre, avec des PO en ASBL et un modèle de fonctionnement identique. Donc une égalité entre réseaux, y compris financière. Le cas des bâtiments scolaires est un bel exemple. Le ministre Daerden (PS, Bâtiments scolaires) doit revoir sa copie en profondeur. Preuve que quand ça passe devant les tribunaux, l'égalité de traitement reste fondamentale. Mais j'insiste : un modèle d'organisation unique basé sur le libre ne signifie pas un seul réseau. Le modèle de l'enseignement libre repose sur une affiliation à une fédération sur base volontaire. La liberté d'association entraîne des réseaux différents si c'est le choix des écoles. Je tiens comme à la prunelle de mes yeux à la liberté d'association. Ce n'est absolument pas au monde politique à dire combien de fédérations sont nécessaires pour représenter les PO des écoles. »

Comment en arrive-t-on aux 75% de financement ?

« À partir du moment où on met tout le monde sur le même modèle, ça résout le problème. Avec une seule enveloppe re-répartie équitablement entre toutes les écoles. Où celles qui sont à 50% aujourd'hui passeraient à 75% et celles qui étaient à 100% passeraient à 75%. Il faut appliquer cela dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain. »

Dans le manifeste des Engagés, outre ce « réseau unique d'enseignement », la suppression du cours de religion passe mal...

« Le cours de religion est particulièrement intéressant dans l'enseignement catholique parce qu'il est situé à partir de la philosophie chrétienne, il est ouvert et inter-religions. Une

avancée positive qui permet aux élèves d'être ensemble – contrairement à WBE où ils sont séparés – et d'entendre les convictions religieuses de tout un chacun. L'enseignement libre a montré la voie à suivre. Notre proposition consiste à repenser le cours d'EPC (Éducation à la Philosophie et à la Citoyenneté) en l'ouvrant aux autres religions pour permettre un réel dialogue interconvictionnel, en plus d'un éveil à la philosophie. »

Pourtant le manifeste des Engagés mentionne la suppression du cours de religion...

« Le problème d'un manifeste, c'est qu'il faut parfois y rassembler sa pensée en quelques lignes, sans y apporter toutes les nuances. Nous avons notamment déposé des notes qui expliquent comment ce cours d'EPC doit évoluer vers le dialogue interconvictionnel et c'est cela qu'on retrouve dans le manifeste. »

Deux phrases de Maxime Prévot (qui préside Les Engagés) ne sont pas passées inaperçues : « Resserrer les liens avec le pilier chrétien n'est pas ma priorité » et « Notre mouvement n'a plus de référence au personnalisme chrétien ». Les Engagés sont-ils devenus un parti laïc ?

« Les Engagés sont un parti ouvert à tous. La laïcité est vécue en Belgique comme une militance, parfois comme une religion. Ce n'est donc pas un parti de la laïcité mais un parti qui se veut ouvert à toutes les convictions – on y retrouve des agnostiques, des chrétiens, des laïcs, des musulmans, des bouddhistes... - et en ça, il est neutre de conviction. Le personnalisme chrétien n'est plus la seule référence. Ses composantes issues du PSC sont toujours bien là, ancrées dans Les Engagés, mais il manquait certaines dimensions comme l'écologie, l'international, les migrations... C'est plus un élargissement des références qu'une négation du passé. Avec DéFI, nous sommes le parti qui a le moins de dogmes et de certitudes. Au contraire du PS qui n'a pas changé d'un iota, ou d'Écolo qui se perd dans ses dogmes, nous osons le doute et la nuance. Cette nuance a rendu compliqué le message du cdH ce qui, je l'espère, ne sera pas le cas avec Les Engagés. »

À l'heure où les extrêmes ont la cote un peu partout, miser sur la nuance, le centrisme et le doute, c'est un fameux pari, non ?

« Ceux qui font le succès des extrémistes, ce sont ceux qui se trouvent juste à côté. Je regrette tous les jours au Parlement de voir le Parti socialiste ou Écolo courir derrière le PTB, d'avoir vu le CD&V courir derrière la N-VA et aujourd'hui la N-VA courir derrière le Vlaams Belang. La population préfère toujours l'original à la copie. Notre certitude, c'est que plus on aura un centre fort, et plus les partis à droite et à gauche auront envie de reconquérir le centre et délaisseront les extrêmes. » ■

Retrouvez notre séquence « Trois questions à Alda Greoli »

sur la page YouTube du SeGEC :

<https://bit.ly/3NTWrZt>





## Collège technique Saint-Jean

# À Wavre, un siècle d'humanisme au service des métiers de l'industrie

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Chaque mois, nous vous proposons de remonter le temps et de partir à la découverte de l'histoire de nos écoles. Ce mois-ci : le Collège technique Saint-Jean, à Wavre (CTSJW), qui célèbre son centenaire par des festivités et ses journées portes ouvertes les 13 et 14 mai.

**O**n a du mal à l'imaginer aujourd'hui. L'école qui s'étend au cœur de ce nœud constamment embouteillé que sont la zone commerciale et la sortie de la E411 s'est, durant des décennies, trouvée ici en rase-campagne, dans une zone marécageuse marquant les limites de la petite cité maca. Devenue trop importante pour ses locaux de la Belle-Voie où elle avait déménagé quelques mois seulement après sa création rue de Bruxelles à l'été 1922, l'École professionnelle de mécanique s'est installée dès 1943 sur le site abandonné par les Capsuleries et Laminoirs de Chaudfontaine. Un déménagement d'autant plus impérieux que l'école et le centre de Wavre ont été considérablement endommagés par 5 jours de combats de rue et de bombardements au début de l'invasion allemande en 1940.

Aujourd'hui, 6 bâtiments construits de part et d'autre de la rue lui donnent des allures de petit campus d'enseignement technique. Ce n'est que dans les années 2000 que les derniers ateliers subsistant de l'époque des laminoirs ont été détruits. Mais, avec 330 élèves à Wavre et 460 en alternance au CEFA de Court-Saint-Étienne, Saint-Jean est le principal établissement technique de cette partie de la jeune province.

Malgré son centenaire, ce n'est qu'en... 1992 que l'école a pris le nom du patron du quartier. « Elle s'appelait alors IETW (Institut d'enseignement technique de Wavre), et son identité était un peu floue, cela sonnait 'établissement provincial' avec une connotation un peu négative », dit Benoit Alsteens, le directeur actuel. C'est donc en 1922 que le cardinal Mercier, brabançon wallon et archevêque de Malines, lance l'idée d'une école professionnelle dans laquelle les jeunes destinés à l'industrie viendraient puiser leur formation de mécaniciens-ajusteurs et de mécaniciens-tourneurs. 34 élèves entameront la première année scolaire.

Les industriels locaux sont sollicités à la création de l'école. Luc Mertens a été, 40 ans durant, prof d'histoire au collège. Il est l'auteur de la brochure des 75 ans qui sert de base à celle qui sortira pour les 100 ans. Il resitue : « L'école a énormément évolué, à l'image de la sociologie de la population et de l'économie du Brabant wallon. Il y a un siècle, c'était une région agricole avec de grosses industries, Henricot, les Ateliers De Raedt, les Papeteries de Genval et d'autres, les nombreuses sucreries, la vinaigrerie L'Étoile... Nous formions des ouvriers pour les grosses entreprises et nous avions beaucoup de fils de fermiers qui prisaient particulièrement les cours de mécanique afin de pouvoir entretenir les machines agricoles. C'est tellement vrai qu'à une époque, on a même eu des cours du soir en mécanique pour les adultes et une 7<sup>e</sup> professionnelle diesel-hydraulique (ndlr : le système des tracteurs). Dans les années 80 encore, sur la cour, les élèves parlaient wallon entre eux et beaucoup s'arrêtaient, 'petit diplôme', comme on disait, en poche, après la 4<sup>e</sup> professionnelle. »



La salle de dessin en 1960 ©DR

Un siècle après la création du collège, la région n'abrite plus d'acteur industriel, sauf C.P. Bourg à Ottignies, mais essentiellement des PME. « *Les employeurs nous sollicitent sans cesse car tous les métiers auxquels nous formons nos élèves sont des métiers en pénurie : l'usinage, la soudure, la mécanique, la menuiserie, les métiers du chauffage et des sanitaires* », poursuit Benoit Alsteens. « *Nos élèves n'ont absolument aucun mal à trouver du travail, à être bien payés, à s'installer à leur compte. Mais il est vrai que, malgré tout, il y a un déficit d'image des métiers industriels, a fortiori dans cette partie du Brabant wallon dominée par l'université de Louvain-la-Neuve.* »

En termes de bonne image, celle du collège a largement dépassé Wavre. « *Aujourd'hui, les élèves wavriens ne sont plus majoritaires, ils viennent de Jodoigne comme du sud de Bruxelles. Les lignes TEC Conforto rendent Auderghem, Ixelles ou Woluwe plus faciles et plus rapides d'accès que l'autre côté de Bruxelles. Et il faut bien avouer que les écoles qualifiantes bruxelloises ont parfois mauvaise réputation. Notre apprentissage n'est pas que technique. Nous tenons à ce que les élèves aient une formation humaniste et citoyenne. Nous mettons ainsi un point d'honneur à aller chaque année au théâtre avec nos élèves. Le centre de notre activité, c'est l'enseignement technique industriel et de la construction. Mais, pour nous, la gestion, le contact et le respect du client sont des facettes indispensables du métier.* » ■

**Votre école a une histoire ?**

**Contactez-nous !**

**redaction@entrees-libres.be**



©DR

## L'héritage des patrons brabançons

De son passé industriel, le centre du Brabant wallon n'a gardé que de rares stigmates. Le Parc à mitrailles à Court-Saint-Étienne est tout ce qui reste des usines Henricot tandis que les Papeteries de Genval ont cédé la place à un complexe immobilier et commercial. Ce qui est encore présent, en revanche, c'est l'héritage dans le domaine de l'enseignement de ces patrons paternalistes désireux de former leur propre main-d'œuvre qualifiée.

À Court-Saint-Étienne, l'école technique provinciale a été créée par Henricot, le patron libéral des aciéries. Mais c'est le CEFA, piloté par le Collège technique Saint-Jean de Wavre, qui occupe les anciens bureaux de l'usine ! Le CTSJW a été, lui, soutenu par le très catholique fondateur des Papeteries, Auguste Lannoye (photo en médaillon), dont le nom sera accolé à celui de l'établissement à sa mort en 1938. « *Le cardinal Mercier pensait qu'une telle école devait s'appuyer sur les industriels. Contacté par l'abbé Mottart, doyen de Wavre, De Raedt, qui possédait une usine de ventilateurs à côté de la sucrerie, fit appel à Lannoye* », dit Luc Mertens, historien de l'école.

À l'été 1922, Auguste Lannoye, ancien du collège de Malonne, inaugure l'École professionnelle de mécanique d'un vibrant discours mettant en valeur la place de l'ouvrier dans la société et son indispensable instruction dans la technique et la pratique de son métier. Lannoye avait ouvert ses papeteries à Genval en 1904 avant de s'étendre à Mont-Saint-Guibert. Son succès reposera d'abord sur une invention de son cru – le « triturateur Lannoye », un broyeur à vieux papiers – puis, surtout, sur le développement d'un nouveau produit. Spécialisé dans le papier peint, Lannoye met en effet au point un revêtement de sol à base de pâtes cartonneuses. Il lui donne le nom de balatum et l'envoie, grâce à un prix de revient peu élevé et à une solidité à toute épreuve, dans le monde entier. Inventé à Genval, le balatum connaîtra un véritable boum dans les années 50. 1.250 personnes travaillent alors sur le site.

Patron social, Lannoye est un catholique convaincu : des crucifix pendent au mur de ses usines tandis qu'il subsidie nombre d'institutions chrétiennes et crée un système d'allocations familiales avant l'heure. Devenu bourgmestre de Genval (aujourd'hui partie de Rixensart), il façonne le village autour de son usine : apparaissent des maisons ouvrières, l'école Saint-Léon à La Hulpe, le collège Saint-Augustin à Genval et, en mémoire de son fils Pierre mort de la diphtérie à 5 ans, l'église Saint-Pierre avec son clocher au style moderniste. Autant de traces toujours visibles d'un passé quant à lui disparu. ■

# L'accompagnement au centre des préoccupations

ÉDITH DEVEL

Le 28 mars dernier, le SeGEC organisait une journée d'étude autour du vaste thème de l'accompagnement. Qu'il soit pédagogique au service des élèves et des apprenants ou qu'il s'agisse de l'accompagnement des Pouvoirs organisateurs. Retour sur les temps forts de la journée.



**R**eplaçant la thématique de la journée dans la perspective des futurs défis du SeGEC et du Pacte d'Excellence, son directeur général, Étienne Michel, a rappelé que l'enseignement catholique ne partait pas de rien ! Un avis partagé et souligné par l'ensemble des intervenants.

Frédéric Coché, secrétaire général adjoint de la Fédération de l'enseignement fondamental, a pour sa part mis en avant le fait que, dans la foulée des rencontres avec des représentants de l'Ontario en 2018, la FédEFoC s'était inspirée du modèle RTI (« Response to intervention ») pour déployer l'accompagnement personnalisé. Ce principe du soutien par paliers multiples consiste à mettre en œuvre des pratiques pédagogiques préventives pour l'ensemble des élèves, un soutien renforcé pour certains et un appui externe supplémentaire pour ceux à besoins spécifiques.

Ensuite, saut dans le concret avec un focus sur une pratique pédagogique au service de la différenciation et de l'accompagnement personnalisé : le co-enseignement. À distinguer de la co-intervention, il peut se définir comme « *un travail pédagogique commun, dans un même groupe, temps et espace, de deux ou plusieurs intervenants qui partagent les responsabilités éducatives pour atteindre des objectifs spécifiques* ». À quoi ça sert ? Quels avantages pour les élèves et les enseignants ? À quelles conditions ? Autant de questionnements qui ont été levés par les interventions de conseillères au soutien et à l'accompagnement de même que par Anouck Dumont, maître assistante en didactique du français et en psychopédagogie à la Haute École Léonard de Vinci, qui a aussi fait écho d'une expérience pilote de différenciation en lecture au cycle 5/8.

Philippe Van Geel, conseiller au service pédagogique de la Fédération du secondaire, a de son côté remis l'accompagnement personnalisé « à sa juste

place ». Qu'est-ce à dire ? D'une part, il faut reconnaître que cela demeure une difficulté majeure bien que beaucoup d'enseignants le pratiquent sans s'en rendre vraiment compte. D'autre part, on assiste souvent à des stratégies de contournement malheureusement bien connues : remédiation, regroupement d'élèves par classes de niveau ou encore redoublement. Pour damer le pion à ces pratiques, une piste à creuser : le co-enseignement... Patrick Lenaerts, secrétaire général adjoint de la FESec, a rappelé quant à lui combien l'accompagnement personnalisé était devenu aujourd'hui un réflexe pédagogique dans l'enseignement spécialisé. Véritable outil dans ce dispositif, le PIA (Plan individuel d'apprentissage) a été un levier de professionnalisation des équipes au travers d'une démarche réflexive.

Mais la journée d'étude n'aurait pas été complète sans un temps d'arrêt pour mettre en lumière les outils et pratiques d'accompagnement au service des enseignants et étudiants de promotion sociale et de l'enseignement supérieur. Les établissements ont en effet développé de nombreuses stratégies qui placent les étudiants au centre. Illustrations tantôt avec l'orientation-guidance ou le plan d'aide à la réussite.

Pour clôturer, le service PO du SeGEC a présenté quelques-unes des réalisations en matière d'accompagnement de Pouvoirs organisateurs. Développés dans le cadre de la formation des PO et de leur accompagnement, il a notamment été question des outils d'aide au recrutement et à l'évaluation des directions ainsi que des fonctions de sélection.

Accompagnement, différenciation et co-enseignement sont donc autant de concepts qui trouvent de l'écho à tous les niveaux. Cette journée d'étude aura permis de situer l'accompagnement dans une perspective inspirée et inspirante. ■

# Faire découvrir le patrimoine namurois aux plus petits

GÉRALD VANBELLINGEN

Bien guidés par de futures institutrices de l'Hénallux, des élèves de maternelle de l'école Sainte-Begge de Petit-Waret ont découvert le folklore namurois. Une sortie pédagogique placée sous le signe des jeux, des chants et du ludique. Pour apprendre en s'amusant et en devenant acteur à part entière de la culture.

« Allez, on démarre la voiture et on chante : Vrrrooummmmh, vrrrooummh, vroummh, c'est parti. Une automobile parcourait la ville... Une automobile parcourait la ville... ». La capitale wallonne a vu défilé un cortège pour le moins original et festif, voici peu. Bien encadrés par quelques célèbres échasseurs, un accordéoniste ou encore deux danseurs, des élèves de maternelle de l'école Sainte-Begge de Petit-Waret (Andenne) sont partis à la découverte du patrimoine culturel de Namur. Pour une visite animée concoctée par de futures institutrices préscolaires du département pédagogique de l'Hénallux (Haute École de Namur-Liège-Luxembourg), à Champion.

Du Jardin du Maieur à la fresque « Vive Nameur po tot » (« Vive Namur pour tout »), de la rue Basse-Marcelle en passant par la place d'Armes ou le Théâtre royal de Namur, les jeunes lumçons ont pu jouer avec l'art présent dans la ville, chanter en wallon, explorer leurs 5 sens ou encore monter sur des échasses spécialement adaptées pour l'occasion. Histoire de vivre l'art et la culture pour mieux se l'approprier dans le cadre du PECA. Tout en partant, Namur oblige, à la « chasse » aux célèbres caracoles (escargots).

« L'idée du projet OSE (ndlr : ouverture sur l'extérieur), c'est que nos futures institutrices maternelles (en Bac 2) puissent mettre en place des activités autant culturelles qu'artistiques et corporelles pour ensuite arriver à créer un projet pédagogique global adapté aux plus jeunes comme elles seront ame-



nées à en développer plus tard lors de leur carrière », explique Laurie Iseppi, psychopédagogue à l'Hénallux. « Avec, cette année, une volonté d'allier découvertes culturelles, pédagogie et activités sur le terrain à Namur. »

Cette sortie dans la capitale wallonne aura nécessité un gros mois de préparation pour les futures institutrices. Entre réflexion, travail préparatoire et sortie dans Namur pour découvrir le folklore et la culture locale avec un regard d'adulte avant de les transmettre aux enfants.

## Culture accessible aux plus petits

L'autre fil rouge du projet OSE, ce sont les chansons et la musique. Des petites comptines reprises à tue-tête par les écoliers qui facilitent grandement leur découverte du folklore local. Et quoi de mieux quand on visite Namur que de chanter quelques airs en wallon !

« La musique contribue à mettre une bonne atmosphère et au plaisir d'être ensemble. Elle encourage les plus jeunes à marcher et fait le lien entre les différentes activités ou éléments de folklore de la ville », précise Catherine Debu, prof d'éducation musicale à l'Hénallux et également à l'IMEP (Institut royal supérieur de musique et de pédagogie de Namur). « Des chansons qu'on a récoltées grâce au projet Melchior de l'IMEP dans lequel on numérise des chansons des années 50 à 70, dont quelques jeux chantés. Ce qui permet à la fois de ne pas les oublier et de les mettre au goût du jour en les adaptant aux besoins du projet OSE et aux plus petits. »

Autant de découvertes et de petits plaisirs liés à un enrichissement culturel qui ont émerveillé les enfants tout au long de la journée. « Ils se sont bien amusés mais en pouvant voir, vivre et même intervenir lors des activités, ils ont pu apprendre de la meilleure des façons », se ravit Johanne Herphelin, leur institutrice (et maître de formation pratique-MFP à l'Hénallux). « Tout en travaillant des savoirs et savoir-faire à développer par les plus petits comme l'éveil aux langues, la découverte du rythme, des chansons, des formes comme les spirales, etc. Autant de domaines qui feront l'objet de suites en classe ! ». ■

Retrouvez cette visite en vidéo sur la page Youtube du SeGEC :

<https://bit.ly/38AluIT>



# « L'école idéale ? Un lieu de vie où l'on forme, sur le terrain, des intellectuels »

GÉRALD VANBELLINGEN

Chaque mois, *Entrées libres* part à la rencontre d'un enseignant de notre réseau et lui soumet à son tour un devoir : notre questionnaire de Proust ou plutôt de profs !

À l'honneur ce mois-ci : Emmanuel Davin, prof d'informatique hyperactif, chargé de cours à l'IRAM-PS (Institut Reine Astrid de Mons - Promotion sociale), à l'Hénallux (Haute École Namur-Liège-Luxembourg), à l'EPHEC à Bruxelles ou encore à l'UNamur, qui cherche à développer l'autonomie de ses élèves en même temps que leurs compétences. Il est aussi coordinateur de la section bachelier informatique de gestion et porteur de projet de la formation continue en cybersécurité avec la HELHa (Haute École de Louvain en Hainaut).



©DR

## CARRIÈRE

### Le jour où j'ai décidé de devenir prof :

« J'ai travaillé pendant 20-25 ans dans de grosses entreprises privées comme IBM ou Banksys, mais aussi à la Commission européenne. Mais, progressivement, je me suis senti de plus en plus en décalage avec l'ambiance du privé. Il n'y avait plus beaucoup de place pour l'humain, ce que j'ai voulu retrouver au quotidien. Je suis donc allé voir une amie spécialisée en coaching de vie pour m'aider à faire le point et voir comment réorganiser un peu toute ma vie : d'un point de vue familial, relationnel et financier également. Et puis, convaincu par l'enseignement, j'ai fait mes débuts à l'IRAM-PS à Mons, où j'ai eu la chance d'enseigner le cours d'analyse informatique comme je l'espérais, et que j'enseigne d'ailleurs toujours. »

### Une autre raison derrière mon changement de vie :

« Après toutes ces années en entreprise, j'ai aussi constaté un décalage de compétences entre le privé et l'académique. Dans le privé, je voyais des gens travailler comme des pieds, avec un manque de rigueur et une absence de base de travail qui finalement m'a fait me dire : il y a un problème et il faut faire quelque chose ! »

## ET SI... ?

### Je devenais ministre de l'Éducation du jour au lendemain... :

« Je donnerais beaucoup plus de moyens à la promotion sociale, c'est vital. Les investissements dans notre réseau n'ont plus évolué depuis les années 2000, que ce soit au niveau humain ou matériel. L'enseignement universitaire a bien plus de moyens et c'est vers cela que l'on devrait tendre. Il ne faut pas uniquement s'intéresser à la hausse des coûts que ça engendrerait mais à la plus-value que cela apporterait à la société en général. Avec, j'en suis convaincu, la nécessité de développer bien plus de passerelles avec le monde universitaire. Car une école idéale, pour moi, c'est un lieu de vie où l'on forme des intellectuels que l'on met déjà le plus possible en situation sur le terrain. Pouvoir connecter les deux réseaux constituerait donc une évolution majeure. Mais avant d'y parvenir, il faut absolument nous donner plus de moyens. »



## MON ANNÉE

### Au début de l'année scolaire, je suis...

« Toujours motivé ! Les cours reprennent mi-septembre mais on est déjà sur le pont depuis le 15 août après avoir arrêté le 15 juillet. Entre les deux, je m'octroie une à deux semaines de congé au maximum. Le reste du temps, je m'informe de l'actualité de mes cours et des innovations en matière d'informatique. »

### À la fin de l'année scolaire, je suis...

« Fatigué, surtout émotionnellement. La coupure me sert donc surtout à recharger les batteries à ce niveau-là. Le fait est qu'on a pas mal d'étudiants qui viennent directement de l'étranger. Ils s'investissent mais n'ont souvent pas le niveau suffisant. Certains nous disent : « Si je ne réussis pas, je vais devoir rentrer en Afrique. » C'est un peu du chantage destiné à les laisser réussir, mais on ne peut pas faire ça, il faut rester pro. Car les laisser passer, ce serait une trahison envers mes engagements. Mais fatalement, on se demande ce qui va leur arriver, comment ils subsistent, etc. Ce qui est loin d'être toujours facile à vivre, émotionnellement parlant. Heureusement, on a de très belles histoires aussi. Avec certains élèves qui nous expliquent comment ils ont réussi à booster leur salaire grâce à leurs nouvelles compétences et au fait qu'ils ont changé de boulot. Ce n'est pas forcément la norme mais ça montre que la promotion sociale, ça paye aussi ! »

Des confidences à partager ?

Contactez-nous !

redaction@entrees-libres.be

## DIFFICULTÉS

### Ce qui me gêne le plus au quotidien... :

« Le niveau des étudiants - et pas qu'en informatique - est pour moi de plus en plus faible. Au niveau des connaissances de base mais aussi au niveau du comportement. Les élèves sont de plus en plus introvertis, repliés sur eux-mêmes avec un manque de savoir-vivre. Ça peut paraître ridicule, mais il est fondamental qu'ils se présentent, disent bonjour, agissent comme des pros, ce qui a tendance à se perdre. »

### Le Covid a-t-il influencé votre travail ?

« Avant la crise, j'étais déjà incapable de dire combien d'heures je consacrais à mon métier. Désormais c'est encore plus difficile, car en dehors des cours, il y a de plus en plus de sollicitations des élèves, de la direction ou des profs. Et si l'on a fait de gros efforts pour mettre en place le distanciel, on a beaucoup de mal désormais à capitaliser dessus pour qu'il se mette en place de manière structurelle. La mode est à l'enseignement co-modal ou flexible où certains élèves seraient chez eux, d'autres physiquement présents. Mais la vérité, c'est que ça devient impossible à gérer. On n'a pas d'assistants comme à l'université qui pourraient gérer ceux présents à distance pendant que je donne cours. Du coup, on va à mon avis retomber dans l'ancien système car on n'aura pas su capitaliser sur les gros efforts consentis. »



## ÉPANOUISSEMENT



### Mes plus belles satisfactions :

« Le plus important pour moi, c'est que les élèves développent leur propre autonomie tout en développant des compétences professionnelles. Avec des outils qui ne sont pas uniquement académiques mais qui viennent du monde de l'entreprise. Ce qui n'est pas évident pour beaucoup. On a d'ailleurs un taux d'abandon important en promotion sociale, entre ceux pour qui cela apparaît trop compliqué, ceux qui ne peuvent pas concilier vie de famille, études et parfois vie professionnelle, ceux qui ont eu des accidents de vie et qui tiennent quand même à passer le diplôme, ceux qui sont complètement paumés... J'insiste donc sur la raison pour laquelle ils se sont inscrits chez nous, pourquoi ils ont payé un minerval, quel rêve était dans leur tête au départ et voir s'ils le poursuivent. »

### Ce que je préfère chez un élève :

« Mes élèves doivent avant tout comprendre que c'est à eux d'enrichir continuellement leurs compétences. Qu'ils doivent y mettre du leur, en plus des cours. Car si la façon d'enseigner l'informatique n'a pas forcément évolué, les technologies évoluent en revanche beaucoup trop vite pour qu'on puisse suivre. Ma mission consiste donc à leur apprendre les fondements nécessaires pour emmagasiner des connaissances durables. Des connaissances qui leur permettront ensuite de jongler entre les différents langages en programmation, par exemple. Une formation qu'ils devront compléter sans cesse au quotidien. S'ils ont compris ça, ils ont déjà fait un grand pas vers leur réussite. »

# « Je joue un rôle situé entre le prof, l'éducateur et le confident »

GÉRALD VANBELLINGEN

Chaque mois, *Entrées libres* met en lumière un de ces métiers de l'ombre qui font tourner les écoles et sans lesquels les profs, les élèves et les directions ne pourraient s'épanouir au mieux. Plongée dans le quotidien de Benoit Preudhomme, conducteur de car scolaire dans la région de Philippeville, sans qui une cinquantaine d'élèves ne pourraient tout simplement pas rejoindre leur école le matin, ni rentrer le soir... Comme environ 23.000 élèves en Wallonie qui dépendent eux aussi du service des transports scolaires !



**BENOIT PREUDHOMME, 55 ans**

**Naissance** 22 mars 1967

**Métier** Conducteur de bus scolaire

**Lieu** Actif dans la région de Philippeville

**Passion** Bricolage  
Travail du bois  
Dessin

« Ce qui ne me tue pas me rend plus fort »

**Pouvez-vous nous en dire plus sur votre parcours, qui n'est pas banal ?** « Cela fait 4 ans que je m'occupe du transport d'une cinquantaine d'élèves qui fréquentent l'institut Notre-Dame de Philippeville (IND) pour la société Deblire Autocars et Voyages. Pour moi, ça a été une reconversion totale après 25 ans dans le secteur bancaire en tant que directeur et directeur-adjoint d'agences. J'ai tout arrêté du jour au lendemain parce que je n'en pouvais plus. Et comme j'avais passé mon permis C à l'armée et que le Forem proposait une formation pour apprendre à conduire un car scolaire, je me suis lancé. Bilan : 5 ans plus tard, je ne regrette pas du tout, au contraire. Quand je me lève le matin, je n'ai plus l'impression d'aller travailler, c'est un réel plaisir. Un peu comme si j'étais animateur en camp de vacances mais toute l'année. »

**Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans votre métier ?** « En premier lieu, il faut aimer le contact avec les élèves. Ceux dont je m'occupe manquent de points de repères du fait de leur situation. Il y a des enfants placés par le juge, des orphelins, des enfants dont les parents sont en difficulté, des enfants défavorisés, etc. Je vais les chercher à l'Institut Louis-Marie à Thy-le-Château (un service résidentiel pour jeunes et adultes) et je les amène à l'école. Je les vois grandir et puis certains viennent se confier à moi. Je joue donc un rôle situé entre le prof, l'éducateur et le confident. Il faut bien sûr trouver un équilibre entre le respect et le fait de se faire accepter, mais en général ça se passe très bien. Surtout que j'ai la chance d'avoir Sabrina, une convoyeuse qui m'accompagne depuis le début. Elle est chargée de faire respecter l'ordre et la bonne conduite des élèves en veillant à leur sécurité. On forme un bon binôme. Enfin, au volant, j'ai cette impression de liberté qui me fait me lever chaque matin avec le sourire ! »

**À quoi ressemble l'une de vos journées-typiques ?** « Je démarre vers 6 heures et je pars pour un circuit d'environ 100 kilomètres dans la région de Philippeville, avant de rentrer vers 9h30. Ensuite, je repars vers 15h pour effectuer le même trajet à l'envers et je suis de retour vers 18h. Des horaires coupés qui me plaisent beaucoup car, contrairement à mon ancien métier, ça me laisse du temps pour bricoler un peu ou faire autre chose. Autre point très positif : je vois désormais grandir mon fils de 15 ans. Avant, je partais tôt, je rentrais tard et c'était beaucoup plus compliqué. Mais je sais que c'est aussi grâce à mon ancien boulot que mon job actuel me plaît autant. J'ai moins de responsabilités, moins de pression, c'est plus cool et plus humain, ce qui m'a procuré un vrai nouveau souffle au quotidien. »

**Vous considérez-vous comme un métier de l'ombre ?** « C'est vrai que l'on parle sans doute moins de nous que des chauffeurs des TEC classiques. On l'a encore ressenti lors de la période Covid par exemple. Il y a eu des tas de reportages sur tous les acteurs de l'enseignement touchés par les mesures. Mais nous, on ne nous voyait pas spécialement. Et quand les écoles ont fermé, ça a été assez cocasse. Comme nous sommes des sous-traitants des TEC et dépendons donc de la Région wallonne et que des garderies étaient organisées malgré la fermeture des écoles, on a continué à tourner pendant quelques semaines... mais à vide ! Quand on sait qu'on consomme environ 25 litres aux 100 kilomètres, je vous laisse deviner la quantité d'essence gaspillée... » ■



ÉRIC DE BEUKELAER

## L'école du synode

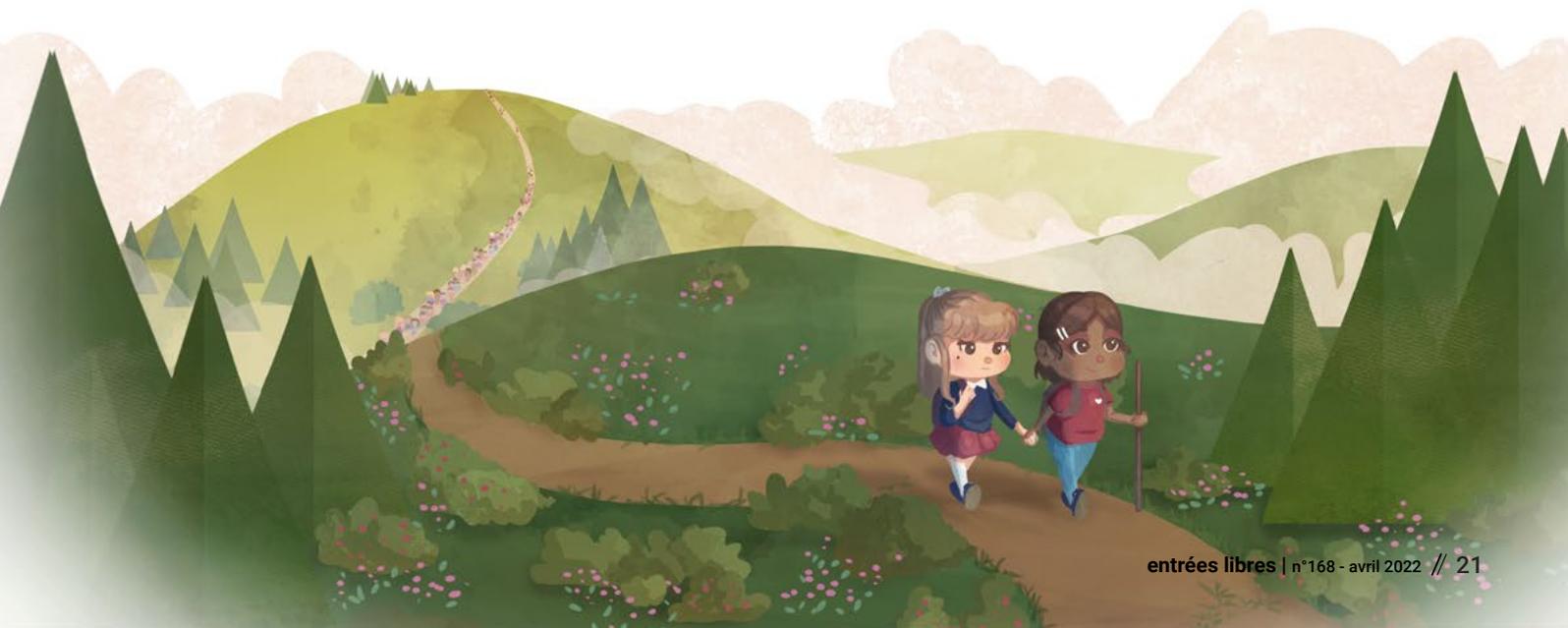
Cette année, le pape François lance un synode sur la synodalité. Un président de PO m'objecta que l'Église était bien mal inspirée d'utiliser le mot « synode », une expression obscure que le commun ne comprend pas. Je lui répondis, avec un petit sourire taquin, que le monde de l'enseignement était également champion dans l'utilisation d'un jargon qui lui est propre. Il est vrai que « synode » n'est pas un vocable usuel. Il n'en désigne pas moins la culture d'entreprise de l'Église. Le terme dérive du grec « syn-odos », qui signifie « faire chemin ensemble ». L'Église est une société hiérarchique, mais c'est une hiérarchie où tous sont en chemin et où personne ne peut prétendre être un guide à lui tout seul. L'Esprit souffle où Il veut et nul n'en a le monopole.

Si ce n'est pas toujours ainsi que les choses se sont vécues à travers les siècles, le principe n'en reste pas moins valide. D'où l'idée du pape François de faire s'interroger l'Église sur son mode de fonctionnement interne, afin de démasquer les prises de pouvoir autocrates, qui sont autant d'impostures. Cette tentative ne concerne d'ailleurs pas que le clergé conservateur, car il se rencontre aussi des chrétiens laïcs progressistes, qui sont de petits dictateurs, bien incapables de travailler en équipe. La synodalité est avant tout un état d'esprit, soit la capacité de croire en l'intelligence collective et en la foi commune et, dès lors, de se confronter à la contradiction.

Notons que la synodalité est aussi un enjeu en politique. La démocratie est un système lent et brouillon, mais qui possède un puissant avantage stratégique sur la dictature : chaque opinion y est confrontée à la critique et doit donc entrer en dialogue, voire en débat. Le talon d'Achille des dictatures est que

l'autocrate vit isolé, avec un cercle de courtisans qui lui offrent l'information qu'il a envie d'entendre. Si la réalité le dérange, le tyran en crée une autre. Son sentiment de toute-puissance engendre un déni de l'objectivité des faits. Ainsi fleurissent les *fake news*. Ainsi aussi s'envahissent des nations voisines sous des prétextes fallacieux. Une forme de synodalité concerne également le monde scolaire. Ni le SeGEC, ni les PO, ni les directions, ni le corps enseignant, ni les syndicats, ni les parents, ni même les élèves, ne sont propriétaires de la vérité. Ce n'est que dans leur interaction, chacun dans son rôle, mais avec une réelle écoute mutuelle, que l'école peut devenir un lieu de croissance humaine.

Revenons-en à la démarche synodale lancée par le Pape au sein de l'Église. Chacun est invité à y participer. Et donc aussi l'école. Certaines classes l'ont déjà fait. Il n'est pas trop tard pour se joindre à la dynamique, en demandant à ses élèves d'exprimer ce qu'ils connaissent de l'Église et comment la rendre plus fidèle à l'Évangile. Le fait que de nombreux jeunes n'aient plus qu'un rapport éloigné, voire inexistant, avec la foi chrétienne, n'est pas dirimant. Bien au contraire, le Pape insiste pour que la démarche synodale ne se vive pas en bocal, soit entre chrétiens convaincus, mais qu'elle puisse aussi interroger celles et ceux qui se sentent loin de l'Église. Osons donc cette démarche dans nos écoles. Les conclusions devront parvenir à votre évêché avant le 15 mai. L'expression de ces jeunes sera un réel apport. Et puis surtout, elle donnera aux élèves le sentiment de se sentir pris au sérieux, car sur le chemin de la synodalité, la dynamique est souvent plus importante que le résultat. ■



# « Explorer la différence est l'activité la plus passionnante de l'existence »

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Depuis 2016, Josef Schovanec tient une chronique hebdomadaire dans l'émission *Entrez sans frapper* sur La Première, dont il publie un recueil. Également chroniqueur sur KTO, figure récurrente de *Vestiaires* sur France 2, philosophe, écrivain et... autiste, il a publié de nombreux livres sur son *Autistan* natal, comme il dit. Militant de la différence, il est chargé de l'accompagnement pédagogique des étudiants porteurs de handicap à l'UCLouvain.



au film *Hors normes* et voyez comment le contact de délinquants avec des handicapés change leur vie. Malheureusement, le problème est évidemment de savoir quelle formation recevront les enseignants, quels moyens on leur donnera pour appréhender cette différence. »

Votre toute première chronique radio portait sur une communauté bien belge, les Schtroumpfs. Dans votre livre, vous dites qu'on pourrait penser qu'ils sont autistes, et de nombreux autres personnages aussi. Pourquoi ?

« Parmi les différentes options pour ma chronique, j'avais proposé de faire un bilan psychologique des personnages de fiction. Bizarrement, c'est la plus improbable qui a été retenue par Jérôme Colin. Tout a commencé avec les Schtroumpfs parce que je me rendais compte que tous mes amis autistes étaient absolument obsédés par les Schtroumpfs. En plus, ils sont bleus, or le bleu est la couleur associée à l'autisme, à la Journée mondiale de sensibilité à l'autisme, le 2 avril. Ce n'est pas un hasard. Le monde des bipèdes humains est très difficile, il y a des codes, des mensonges, des tensions sociales, des rapports hiérarchiques. Les Schtroumpfs ne sont absolument pas comme ça. Ils vivent chacun occupés par leur propre obsession. Ils me font penser à ces trisomiques qui ignorent jusqu'à l'existence du mal. Je pourrais aussi vous citer Casper. Voilà un petit personnage adorable, qui veut se faire des amis et est gentil avec tout le monde. Mais, malgré tout, il continue à faire peur, sans le vouloir, car il est un fantôme. » ■

Vous vivez la moitié du temps en Belgique plutôt que dans votre pays parce que vous dites que les personnes autistes y sont mieux considérées qu'en France. Cela doit étonner nombre de parents belges d'enfants autistes...

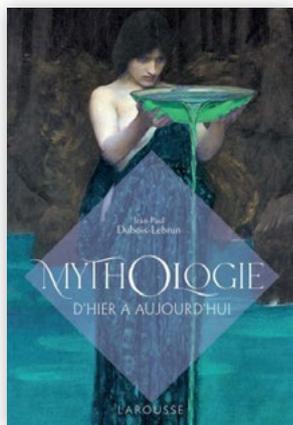
« Je sais. Nous avons tous une tendance à penser que la vie est mieux ailleurs ! Mais, par exemple, la fonction que j'exerce à l'Université catholique de Louvain n'existe tout simplement pas à l'université française. J'accompagne les étudiants différents en Faculté de philosophie, arts et lettres, fonction souvent corrélée à celle d'assistant pour mes collègues, ce qui n'est pas mon cas vu mes nombreuses activités. Je reste un nomade. À l'UCLouvain, j'accompagne des étudiants avec des profils et des parcours de vie très différents, qui n'auraient pas accès à l'université en France. »

Par exemple ?

« J'ai deux étudiants très lourdement handicapés dont on ne penserait pas qu'ils sont capables de faire des études et de les réussir brillamment. Il ne s'agit pas d'être plus gentils avec eux, les exigences sont les mêmes, mais il y a des choses objectives : quand on est porteur de handicaps si lourds, on ne passe pas son temps à guindailleur, on étudie ; quand on n'a d'autre choix que de recourir à la synthèse vocale, on 'lit' des ouvrages gratuits, donc tous les grands classiques. C'est presque un cercle vertueux. »

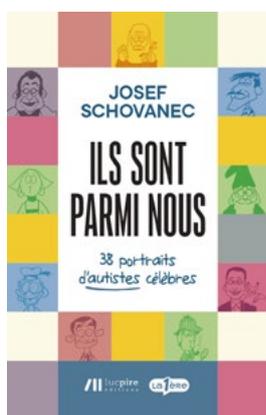
La réforme des pôles territoriaux arrive, elle aura pour objectif l'inclusion des enfants porteurs de handicap dans les classes « normales » : c'est votre souhait ?

« Bien sûr ! C'est l'avenir même de l'école. Au-delà même des considérations humanistes, l'apprentissage de la différence est fondamental à l'école. Explorer la différence, la pluralité, est l'activité la plus passionnante de l'existence, c'est une aventure. C'est bon pour tout le monde, pas juste pour les enfants handicapés. Pensez



**Jean-Paul Dubois-Lebrun,**  
*Mythologie d'hier à aujourd'hui,*  
Larousse, 283 p., 16,95€

## CONCOURS



**Josef Schovanec,**  
*Ils sont parmi nous.*

*Trente-huit portraits d'autistes célèbres,*  
Luc Pire Éditions, 160 pages, 18€.

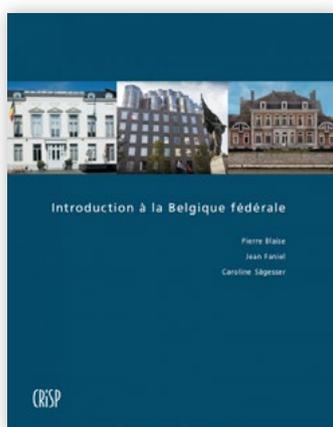
Nous vous offrons 5 exemplaires du recueil de chroniques de Josef Schovanec dans l'émission *Entrez sans frapper* de Jérôme Colin, sur La Première. Des Schtroumpfs à Mister Bean en passant par Andy Warhol, Dumbo ou Confucius, il y jette un regard pertinent et drôle sur des personnalités fictives ou réelles de la culture populaire, dessinant des portraits d'« autistes » insoupçonnés.

Pour gagner un exemplaire, rendez-vous, avant le 5 mai, sur [www.entrees-libres.be](http://www.entrees-libres.be)

Les gagnants du mois de mars (*Le grand voyage d'Alice*) sont : Guy Vandenplas, Patricia Espreux, Nathalie Cuypers, Laure Derenne et Sylvie Feuillat. Bravo à eux !

## LA MYTHOLOGIE EST PARTOUT

Journaliste et chef d'édition du JT à la RTBF, Jean-Paul Dubois est licencié en philologie classique. Fils de profs de sciences à l'institut Sainte-Marie à Arlon, il a fait ses premières armes professionnelles comme prof de français, latin et grec au Collège Notre-Dame de Bellevue à Dinant. Il revient aujourd'hui à ses premières amours : la mythologie gréco-romaine. Édité par Larousse, ce livre parlera à toutes les générations, à commencer par celles qui, abreuvées de super-héros, de mangas et de séries, « font » quotidiennement de la mythologie sans le savoir. Jean-Paul Dubois fait le pari de remonter le... fil d'Ariane menant de la mythologie d'il y a 30 siècles au monde qui nous entoure. Par exemple, en expliquant l'origine de nombreuses marques ou noms propres (Ajax, Clio, Aquarius, Léonidas, Versace...) et, encore plus, des centaines de mots et d'expressions à la résonance toujours actuelle (Atlas, Pandore, Écho, talon d'Achille, Morphée, épée de Damoclès...).



**Pierre Blaise, Jean Faniel, Caroline Sägesser,**  
*Introduction à la Belgique fédérale,*  
Crisp, 108 p., 12€.

## COMPRENDRE UN PAYS INCOMPRÉHENSIBLE

Depuis 1970, la Constitution n'a cessé de faire l'objet de révisions successives dans le sens de la fédéralisation. Le résultat en est un État fédéral d'une rare complexité répondant à la fameuse boutade : « *Si vous comprenez la Belgique, c'est qu'on vous l'a mal expliquée.* » À l'inverse, le Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques) se fait fort, depuis des décennies, de décrypter le fonctionnement des rouages de cette usine à institutions qu'est la Belgique. Dans un langage simple et accessible à tous, ce petit ouvrage expose la répartition des compétences entre fédéral, Régions et Communautés, les relations entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, la composition et le rôle des parlements et des gouvernements ou encore le rôle des provinces et des communes.



**Jordan Akpojaro, Katie Daynes,**  
*Qu'est-ce que le racisme ?,*  
Usborne, 12 p., 8,95€.

## LE RACISME EXPLIQUÉ AUX TOUT PETITS

Qu'est-ce que le racisme ? Comment se manifeste-t-il ? Que pouvons-nous faire pour l'éradiquer ? Aborder des thèmes aussi complexes ou répondre aux questions des plus petits sur le sujet n'est pas toujours aisé. Avec ce nouvel ouvrage de la collection « Mes premières questions », Katie Daynes et Jordan Akpojaro fournissent tout un tas de réponses précises aux interrogations des jeunes enfants. Écrit avec la collaboration de la psychologue pour enfants Aayesha Mulla et de l'association anti-raciste « Show Racism the Red Card » (« *Donnez un carton rouge au racisme* »), « *Qu'est-ce que le racisme ?* » s'adresse aux petits bouts dès 4 ans. Ces derniers pourront explorer divers questionnements et découvrir les réponses sous de nombreux rabats à soulever.



## APPEL À PROJETS POUR AIDER LES ÉLÈVES À FAIRE DE BONS CHOIX FINANCIERS

Vous êtes enseignant et vous souhaitez impliquer les familles dans un parcours qui renforcera l'éducation financière des jeunes de l'enseignement secondaire et de leurs parents ? L'**appel à projets du Fonds pour l'éducation financière** – de la Fondation Roi Baudouin – peut vous accorder un soutien de **2.500 à 5.000 euros** pour concrétiser votre idée ! Avec ce nouvel appel à projets, le Fonds entend aider les jeunes à faire des choix financiers réfléchis aux différents moments de leur vie. Le Fonds pour l'Education Financière invite donc les enseignants et les directions des écoles secondaires en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Communauté germanophone à concrétiser et diffuser leurs bonnes idées pour amener les sujets, les questions et les concepts financiers auprès des jeunes et de leurs parents par une approche pédagogique créative, stimulante et originale.

Inscriptions : <https://bit.ly/3qxBclX>

## LES LOUFOQUERIES DE LA LANGUE FRANÇAISE À LA SAUCE BELGE



©Pierre Mathues

« En Belgique, il faut être un peu fou sinon tu deviens dingue. » Pierre Mathues, ancien enseignant et conseiller pédagogique en Hainaut, s'est tourné à plein temps vers sa passion de la scène depuis sa retraite. Mais il n'a pas coupé

les ponts avec le monde de l'enseignement pour autant. Son dernier spectacle, *Pierre Mathues, Prix Nobelge*, est en partie à destination des élèves. Il y déride la langue française en expliquant des mots tels qu'acide désoxyribonucléique, janotisme, métathèse, oxymore, palindrome, etc... Il force l'entrée du Chokotoff dans le dictionnaire et explore ceux qui ont beaucoup voyagé : kayak, kermesse, kif-kif, etc. Ce « **prix Nobelge** » autoproclamé du dictionnaire embarque en réalité les spectateurs pour une balade de 70 minutes, entre autodérision et douce folie, à la découverte des loufoqueries de la langue française mises à la sauce belge, une fois !

Plus d'informations sur le spectacle *Pierre Mathues, Prix Nobelge* : <https://bit.ly/35roVbC>

## DÉCOUVRIR L'UNION EUROPÉENNE EN S'AMUSANT



L'Union européenne a mis à disposition des élèves et professeurs de l'enseignement primaire et secondaire tout un tas de ressources destinées à leur faire découvrir l'Union européenne de manière ludique et pédagogique. Un **espace d'apprentissage** (ou learning corner) dans lequel des jeux, des concours, des activités et des outils pédagogiques sont **gratuitement** mis à disposition des enseignants et/ou des élèves pour qu'ils les utilisent à l'école ou chez eux. Des thèmes tels que l'environnement, la culture, l'histoire, la science et bien d'autres encore sont abordés. Le tout, disponible en 24 langues officielles. Enfin, possibilité plus qu'intéressante pour les classes ou écoles qui le souhaiteraient, cet espace d'apprentissage entend faciliter les échanges entre enseignants situés dans d'autres pays. De quoi aider l'une de nos écoles à entrer en contact avec des établissements situés ailleurs !

Espace Apprentissage de l'UE : <https://bit.ly/3NvjZ1L>

## PASTORALE SCOLAIRE : « AVANCER AU LARGE »

Dans un contexte mondial difficile et imprévisible qui a vu la **crise ukrainienne** succéder à la crise du Covid, de nombreux jeunes semblent accuser le coup. Une panne de désir, d'espérance et de confiance en eux ou en l'avenir qui les empêche parfois de vivre à fond ou de se lancer dans des projets qui leur tiennent réellement à cœur. Face à cette angoisse ou cette prudence vis-à-vis du futur, la **Commission Interdiocésaine de Pastorale Scolaire** (CIPS) veut aider les jeunes à s'ouvrir à nouveau au monde et aux autres avec une confiance retrouvée. Dans un **message d'espoir**, la CIPS rappelle le récit de la guérison de Bartimée, un aveugle assis au bord du chemin dont la vie était à l'arrêt et sans perspectives (Marc 10, 46-52) jusqu'au jour où il croisa la route de Jésus et de ses disciples. Des disciples qui lui disent : « *Confiance, lève-toi, il t'appelle* ». Bartimée se leva et se dirigea vers Jésus qui lui rendit la vue et l'espoir en l'avenir. « *Nous pouvons tous nous retrouver dans l'expérience de Bartimée ou parfois dans celle des passants ou des disciples qui tantôt étouffent la confiance, tantôt la renforcent et permettent qu'un chemin s'ouvre vers le large car le ciel se dégage et l'aventure redevient possible* », explique la CIPS.

Plus d'informations via la pastorale scolaire : <https://bit.ly/3K5mrPn>





### UN CROWDFUNDING POUR FINANCER UN LIVRE ÉCRIT ET ILLUSTRÉ PAR DES ÉLÈVES DE 6<sup>E</sup> PRIMAIRE

Les 6<sup>e</sup> primaire de l'école Saint-Joseph d'Ohain (Lasne) se sont investis dans un projet éducatif original. Ils préparent la **création d'un roman, *Intrigues au Château de Rixensart***. Une aventure qui mêle enquête policière, références historiques au lieu et un brin de magie inspirée des aventures du plus célèbre des sorciers. De l'élaboration de l'histoire à la rédaction en passant par les illustrations, la classe d'Yves-Paul Muret va tout faire elle-même, ou presque. La seule composante que les élèves ne savent pas gérer seuls : **le financement de l'impression de leur futur livre**. Pour les aider à réaliser ce projet, ils ont donc lancé un **crowdfunding** avec pour objectif de réunir environ **6.000 euros**. Une somme qui servira uniquement à couvrir les frais d'impression, de graphisme et autres frais divers du projet. Et si ce montant venait à être dépassé, l'école annonce déjà que le surplus récolté servira à soutenir les habitants en Ukraine !

Lien vers le crowdfunding : <https://bit.ly/36fVvxg>



### PRÊTS À RELEVER LE DÉFI DU NUMÉRIQUE ? RENDEZ-VOUS AU SETT

Prêts à relever le défi du numérique dans votre école ? Ou à poursuivre les nombreux efforts en la matière ? Le SETT, le salon dédié au monde du **numérique éducatif**, pourrait vous intéresser.

Adressé aux professionnels de l'éducation de la maternelle au supérieur en passant par la promotion sociale ou même le spécialisé, le SETT se tiendra les **27, 28 et 29 avril prochains à Namur Expo, de 9h à 17h**.

Sur place, vous aurez la possibilité de participer, gratuitement, à des centaines de conférences, ateliers et autres activités en lien avec le monde du numérique éducatif. Vous pourrez également y découvrir les outils numériques conçus pour les besoins actuels et futurs des écoles ou vous plonger dans des approches pédagogiques qui intègrent pleinement le digital. Une sorte de vitrine de l'école de demain articulée autour de trois thèmes : le numérique au service des enseignants, l'éducation aux médias numériques et l'éveil à la pensée informatique.

Si la participation au SETT est entièrement gratuite, l'inscription est cependant obligatoire. Elle est à réaliser au moyen d'un code envoyé par courrier aux directions de chaque établissement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Informations complètes : <https://bit.ly/3tfodr5>

## Restez informés des actualités du SeGEC !

### Nos réseaux sociaux :

-  Enseignement Catholique - SeGEC
-  segec\_enseignementcatholique
-  @Le\_SeGEC
-  Secrétariat général de l'enseignement catholique (SeGEC)
-  SeGEC - Enseignement catholique

### Notre site Internet :

<https://enseignement.catholique.be>

### Notre Extranet :

<https://extranet.segec.be/>



# Les journaux de classe pour les élèves du fondamental sont arrivés

GHISLAINE WAUTELET

Le mois dernier, nous vous présentions en détail le journal de classe destiné aux élèves de l'enseignement secondaire. Dans ce numéro, attardons-nous sur les journaux de classe destinés aux élèves de l'enseignement fondamental.

Les référentiels du Tronc commun, à travers les visées transversales, insistent sur *l'importance d'amener l'élève à développer une conscience du temps et de développer son autonomie.*

Le journal de classe est un outil qui accompagne l'élève dans une démarche de structuration du temps. En gérant son journal de classe, il apprend à se référer à son passé et à se projeter dans l'avenir. Cet outil apporte une vision annuelle et hebdomadaire permettant à l'élève de programmer ou situer des événements scolaires et personnels dans le temps.

Accompagné par l'enseignant, il apprend à anticiper, organiser et planifier ses devoirs et ses leçons. Les semainiers sont adaptés à l'âge des élèves (logos, explications, etc.) pour une utilisation aisée.

Le journal de classe aide aussi l'élève à intégrer les normes de fonctionnement de l'école : il apprend à distinguer les activités (ce qu'il a fait) et les activités cognitives (ce qu'il a appris). Il apprend aussi le vocabulaire spécifique aux différentes disciplines...

Les compétences relationnelles sont également travaillées à travers le journal : l'élève peut y noter des rendez-vous qui concernent des événements collectifs - ce qui développe un sentiment d'appartenance - mais également, des événements plus personnels qui respectent ses spécificités.

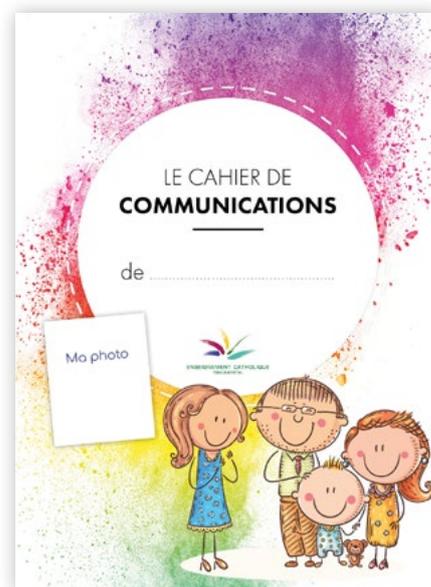
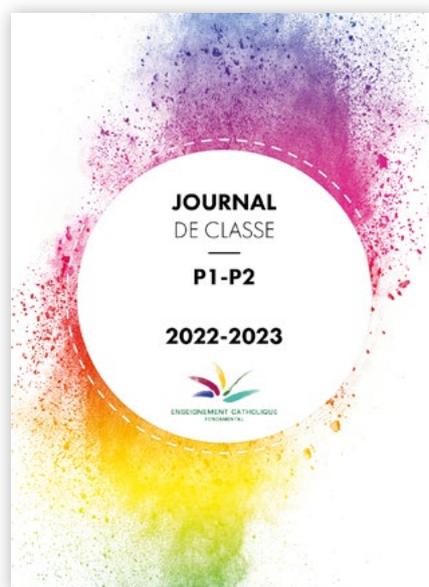
Enfin, le journal de classe est un moyen, pour l'enseignant, de partager avec les parents les activités vécues mais aussi d'échanger sur l'attitude de l'élève afin de le soutenir dans les apprentissages.

## Et les maternelles ?

Depuis peu, les élèves de l'école maternelle bénéficient eux aussi d'un « cahier de communication », véritable « carnet de liaison école-famille ». Il comprend toutes les informations concernant l'enfant et ses activités à l'école. Il permet aussi aux enseignants de communiquer les informations importantes. Pour les parents, c'est aussi le lien pour informer l'enseignant des événements qui concernent leur enfant (absence en raison d'une visite chez le pédiatre, demande de rendez-vous...).

Relevons que la couverture de ces journaux de classe facilite l'identification au « réseau libre » en reprenant la ligne graphique des productions de la Fédération du fondamental.

Pour les écoles qui le souhaitent, une version permet sa personnalisation par l'insertion d'illustrations. Elles peuvent, par exemple, insérer le nom et le logo de leur école sur la couverture et sur la page de garde (photos de l'école), ainsi que de documents relatifs à l'école (ROI, projet d'établissement, information spécifiques...).





Découvrez en vidéo  
comment commander  
et personnaliser  
vos JDC!

# LES VERSIONS 2022-2023 DU JOURNAL DE CLASSE ARRIVENT !

- › Version datée personnalisable
- › Version datée standard
- › Version non datée standard
- › Version non datée standard  
pour les maternelles

À PARTIR DE  
**1,13 €**  
HTVA 21 %

## Journal de Classe

# FONDAMENTAL

IMPRIMEZ ÉGALEMENT LES **SUPPORTS DE COURS** POUR VOS CLASSES !

Informations détaillées, tarifs et autres visuels disponibles sur : [www.monjdc.be](http://www.monjdc.be)



Intercours

LES PROFS SONT ASSEZ MALMENÉS AU QUOTIDIEN.

ILS VIENDRONT SYSTÉMATIQUEMENT SE PLAINDRE DANS TON BUREAU.

SANS DÉCONNER, Y A TOUJOURS QUELQUE CHOSE !

"LES ÉLÈVES ÉTAIENT DISSIPÉS LE MATIN"

"PERSONNE N'AÏME MON COURS !"

"LE PAPA D'ANATOLE EST ENCORE VENU CREVER MES PNEUS"

DE VRAIES LOPETTES.

EN TANT QUE SECRÉTAIRE DE DIRECTION, TU TE DOIS DE LES ÉCOUTER PATIEMMENT, DE LES REBOOSTER !

DE LEUR FAIRE UN CÂLIN SI BESOIN.

VO LA PÉNURIE QUI SÉVIT EN LANGUES, SCIENCES, MATHS, HISTOIRE...

LES PROFS SONT LA DENRÉE LA PLUS PRÉCIEUSE DE NOTRE ÉTABLISSEMENT ! ON NE PEUT PAS SE PERMETTRE D'EN PERDRE UN SEUL, TU M'ENTENDS ?

DURE MATINÉE CLAUDIA, JE PEUX VENIR DÉCOMPRESSER UN PEU CHEZ TOI ?

MAIS BIEN SÛR MON PETIT KEVIN ! INSTALLE-TOI DONC SUR LE DIVAN.

JE... JE NE VOIS PAS DE DIVAN...

HA BON ? PAS DE DIVAN ? HA TIENS NON, EN EFFET...

C'EST PEUT-ÊTRE PARCE QUE JE NE SUIS PAS TON PSY !!

DÉGAGE DE MON BUREAU, SALTIMBANQUE !

Bohoo hou...

ÇA, C'EST JUSTE UN PROF D'ART.

PERDS PAS TON TEMPS AVEC EUX, ON EN A DES DIZAINES EN RÉSERVE STOCKÉS DANS DES CONTAINERS SUR LE PARKING DE L'ÉCOLE.

